

L'USM Alger sur le toit du football algérien

UN 10e SACRE HISTORIQUE FACE AU CRB !

Page 8

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 8481 - SAMEDI 2 MAI 2026
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

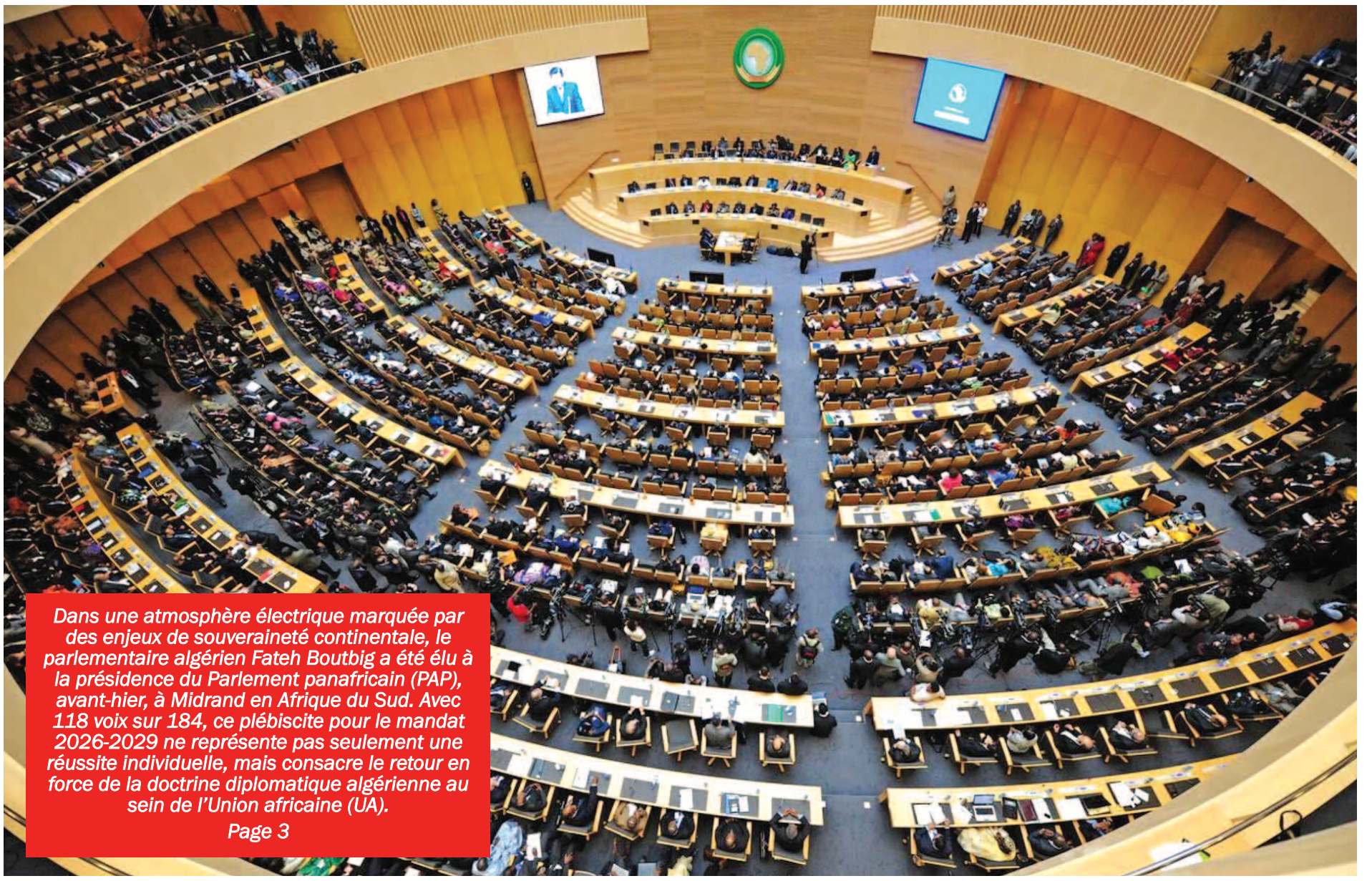
Fête du travail

L'hommage de Tebboune aux travailleurs

Page 2

L'ALGÉRIE REPREND LES RÊNES DU PARLEMENT PANAFRICAIN

UN CAMOUFLET POUR LES MANŒUVRES DU MAKHZEN



Dans une atmosphère électrique marquée par des enjeux de souveraineté continentale, le parlementaire algérien Fateh Boutbig a été élu à la présidence du Parlement panafricain (PAP), avant-hier, à Midrand en Afrique du Sud. Avec 118 voix sur 184, ce plébiscite pour le mandat 2026-2029 ne représente pas seulement une réussite individuelle, mais consacre le retour en force de la doctrine diplomatique algérienne au sein de l'Union africaine (UA).

Page 3

ALGÉRIE – FRANCE

Entre diplomatie et business stratégique

Page 3

ALGER – VARSOVIE

UNE NOUVELLE DYNAMIQUE

Page 5

BACCALAURÉAT 2026

Début de l'élaboration des sujets

Page 6

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 30 DA, FRANCE 1 EURO

TEBBOUNE À L'OCCASION DE LA FÊTE DU TRAVAIL

UN HOMMAGE AUX TRAVAILLEURS ET DES ENGAGEMENTS

La célébration de la Journée internationale des travailleurs a, encore une fois, été l'occasion d'illustrer le caractère social de l'Etat algérien, inscrit depuis l'indépendance et le recouvrement de la souveraineté. Au cœur de ses priorités, devenues des constantes, la protection sociale des travailleurs dans toutes ses dimensions et l'amélioration de leur pouvoir d'achat, à travers des réformes majeures dans les grilles des salaires et les régimes indemnitaires, la revalorisation des pensions et autres allocations ainsi que l'allègement des charges fiscales.


Ancrer la justice sociale.

Des priorités qui visent à ancrer davantage la justice sociale en touchant pratiquement toutes les couches et les catégories sociales. Des progrès substantiels et des acquis importants reconnus par les grandes institutions économiques internationales, qui reflètent l'attachement de l'Etat algérien à garantir la dignité des travailleurs, à protéger leurs droits et à assurer à tous les citoyens un meilleur cadre de vie. Le monde du travail et la société en général perçoivent déjà les effets positifs sur le niveau de vie des Algériens, plaçant ainsi l'Etat algérien parmi ceux qui assurent l'une des meilleures couvertures et protections sociales.

C'est ainsi que le maintien des subventions et des transferts sociaux, qui s'élèvent en 2026 à plus de 46 milliards de dollars, a été réaffirmé avec force par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, dans son message aux travailleurs à l'occasion de la Journée internationale des travailleurs, confirmant ses engagements envers les citoyens algériens depuis son premier mandat en 2020. «Je tiens à assurer que l'Etat continue d'assumer la charge des transferts sociaux et de soutenir les produits de large consommation», a-t-il dit.

D'ailleurs, le chef de l'Etat n'a pas manqué de rappeler, dans son message, qu'après son arrivée au pouvoir en 2019, il a trouvé «une économie au bord de l'effondrement, un climat social tendu et incertain, une rupture de confiance et un affaiblissement de l'autorité de l'Etat à tous les niveaux». C'est dans ce sens que M. Tebboune a rappelé ses premières mesures à caractère social, dès 2022, qui font partie d'une série de décisions visant à «améliorer la situation de larges franges de la société».

Le président de la République a cité une panoplie de mesures, comme l'allocation chômage, l'allocation de la femme au foyer, l'allocation des personnes aux besoins spécifiques, la bourse universitaire, la prolongation du congé de maternité, l'augmentation du Salaire national minimum garanti (SNMG) et, de «manière automatique», du seuil minimum des pensions de retraite, et enfin l'exonération fiscale pour les revenus bas.

Pour préserver le caractère social de l'Etat et protéger ces acquis sociaux, le président Tebboune a appelé le gouvernement à la «vigilance, à la fermeté et à la mobilisation des mécanismes juridiques et réglementaires de lutte contre la spéculation, les fluctuations injustifiées des prix et la rareté provoquée, qui pèsent sur les familles». Rendant un vibrant hommage aux travailleuses et aux travailleurs, le président de la République a écrit, dans son message, que «les travailleuses et travailleurs en Algérie célèbrent leur fête mondiale, et notre pays a réalisé, grâce à leur engagement et leurs efforts, des étapes importantes pour relever le défi d'une économie émergente, après que nous ayons instauré un climat institutionnel faisant des travailleuses et travailleurs le moteur essentiel de l'activité économique, à travers l'investissement dans les ressources humaines et dans les compétences nationales qui conduisent la nouvelle trajectoire».

Le Président a affirmé que les travailleurs algériens «ont réalisé, avec un esprit d'engagement et de défi, des projets et des programmes majeurs et structurants dans de nombreux secteurs vitaux : énergie, mines, eau, agriculture, institutions émergentes, entrepreneuriat, et les ont réalisés avec efficacité», soulignant les grandes réalisations stratégiques accomplies comme la voie ferrée minière Ouest, le projet intégré de phosphate, le projet de zinc et de plomb à Oued Amizour, le réseau ferroviaire et les stations de dessalement d'eau de mer. Pour M. Tebboune, il s'agit de projets qui «constituent le lancement de l'Algérie vers une arène de défis, que les cadres et les travailleurs du pays affrontent, et ils prouvent, à chaque étape de ses stations, leur capacité à élever le plafond des ambitions».

Le chef de l'Etat a conclu son message en renouvelant son estime aux travailleuses et aux travailleurs : «Je garde avec eux – avec fierté – leurs luttes et leurs sacrifices ainsi que ceux des syndicalistes, parmi lesquels les premiers anciens, à leur tête le martyr Aïssat Idir, et ceux qui ont porté l'Algérie comme une médaille sur la poitrine, et ont fait face, à une étape sanglante, à la machine de la terreur barbare, parmi eux le martyr du devoir national Abdelhak Benhamouda».

Après avoir souligné «la vigilance de l'Etat pour veiller scrupuleusement à la protection des droits des travailleuses, des travailleurs et des retraités, et à la préservation de leur dignité», le président de la République a réitéré l'engagement de l'Etat à «veiller sur la tranquillité de la famille algérienne, qui conduit ses filles et ses fils vers un environnement de développement durable, dans un pays ouvert et productif, qui apprécie l'effort et considère le travail comme un symbole de citoyenneté».

Hachemi B.

Takdjout appelle à une refonte du militantisme

LE SECRÉTAIRE général de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), Amar Takdjout, a dressé, à l'occasion de la Journée internationale des travailleurs, un état des lieux de l'action syndicale en Algérie, appelant à insuffler un nouvel élan au militantisme et à tisser les contours d'un monde du travail mieux organisé et plus solidaire.

A propos de la dynamique de l'action syndicale dans le pays, Amar Takdjout a décrit une évolution en dents de scie, et ce depuis l'indépendance. Sur la base de ses observations, le mouvement syndical a connu des «hauts et des bas», évoluant ainsi «à géométrie variable».

Lors d'une intervention diffusée sur les ondes de la Radio nationale, le syndicaliste a affirmé avoir connu, entre 1975 et 1980, de grands moments de militantisme, tout en indiquant que la situation est appelée à s'améliorer en 2026, en misant sur une plus grande implication de la jeunesse. «Plus de vingt années de clientélisme avaient impacté l'action syndicale». Il y a, en l'occurrence, des personnes qui rejoignent, selon ses propos, les syndicats pour «des intérêts personnels, matériels, voire occultes». Dans ces conditions, remettre l'action syndicale sur les rails, a-t-il affirmé, n'est pas une tâche facile.

De ce fait, le secrétaire a insisté sur le fait d'investir «dans les jeunes générations et d'encourager la participation des femmes travailleuses au sein des structures syndicales», y voyant un levier essentiel pour revitaliser l'action syndicale et mieux défendre les intérêts professionnels et sociaux.

S'exprimant sur la situation du secteur des transports, Amar Takdjout a pointé un déficit d'organisation et de structuration syndicale. Il a fait savoir que près de 80 % de l'activité dans ce domaine échappe à toute organisation formelle, en raison du statut non-identifié de nombreux travailleurs.

Il a, de manière générale, plaidé pour une meilleure identification économique et sociale de tout travailleur, appelant à leur inscription auprès des organismes étatiques habilités ainsi qu'à leur affiliation à des organisations syndicales.

«On ne peut permettre à quiconque de travailler sans identité économique et sociale», a-t-il asséné, considérant que l'absence de cadre clair à la fois juridique et législatif complique l'intervention de l'Etat, tant en matière d'aides que de régulation, y compris en cas de mouvements de contestation, où l'absence d'interlocuteurs clairement identifiés complique le dialogue.

L'intervenant a, par ailleurs, soutenu que les rencontres périodiques entre les ministères de l'Education et de la Santé et les syndicats constituent un processus normal, permettant d'identifier les insuffisances et incohérences relevées après l'élaboration des statuts particuliers. Il a souligné que ce dossier progresse positivement «en l'absence de blocage». Il a ajouté que des progrès restent à accomplir en matière de communication, regrettant que les informations ne parviennent pas toujours aux travailleurs sur le terrain. «Le monde du travail, ce n'est pas seulement la structure syndicale», a-t-il rappelé, soulignant la nécessité impérieuse d'une meilleure diffusion de l'information. Pour ce qui est de l'inflation, il a appelé à davantage de pédagogie, en vue d'expliquer les mécanismes aux citoyens.

Amar Takdjout a indiqué que l'UGTA est engagée dans un vaste processus de restructuration, aujourd'hui achevé à plus de 80 %. Cette opération concerne à la fois «les structures organisationnelles et les finances, avec un assainissement des dettes estimé à 90 %», a-t-il dit. Il a aussi annoncé la réhabilitation prochaine de plusieurs espaces de réunion et de formation, fermés depuis plusieurs années, qu'il juge essentiels à la dynamique de l'organisation.

VERS UNE RELANCE DU DIALOGUE TRIPARTITE

Evoquant la tenue d'une prochaine rencontre tripartite réunissant le gouvernement, les syndicats et les organisations patronales, le secrétaire général a indiqué qu'aucune date n'a encore été fixée. Il a toutefois assuré que ce rendez-vous reste d'actualité.

Amar Takdjout est revenu sur la non-application de certaines décisions de justice rendues en faveur de travailleurs, bien qu'ils aient eu gain de cause. Il a, à ce sujet, dénoncé une situation «anormale», déclarant qu'il ne revient pas aux syndicats de défendre l'exécution de jugements, celle-ci devant s'imposer naturellement à tous. Cela étant dit, il a fait savoir que ses appels avaient été entendus, faisant état d'une évolution positive dans certains cas.

Le responsable a abordé les questions liées à la pénibilité du travail et à la santé mentale des travailleurs. A ses yeux, tout travail comporte une forme de pénibilité.

S'agissant des activités les plus exigeantes, il a distingué entre une pénibilité tout court et une «haute pénibilité», cette dernière ayant un impact direct sur la fin de carrière des travailleurs.

Concernant la santé mentale, Amar Takdjout a plaidé pour une approche plus globale et préventive, impliquant les experts et les scientifiques. Il a regretté le manque de prise en compte de cette dimension dans les entreprises, tout en soulignant la responsabilité des syndicats dans la défense non seulement des intérêts matériels des travailleurs mais aussi moraux.

Dans ce cadre, il a rappelé que certaines entreprises disposaient, par le passé, de services psychologiques intégrés aux ressources humaines, une pratique qu'il estime nécessaire de réhabiliter.

Khalil Aouir

L'ALGÉRIE REPREND LES RÊNES DU PARLEMENT PANAFRICAIN

Un camouflet pour les manœuvres du Makhzen

Dans une atmosphère électrique marquée par des enjeux de souveraineté continentale, le parlementaire algérien Fateh Boutbig a été élu à la présidence du Parlement panafricain (PAP), avant-hier, à Midrand en Afrique du Sud. Avec 118 voix sur 184, ce plébiscite pour le mandat 2026-2029 ne représente pas seulement une réussite individuelle, mais consacre le retour en force de la doctrine diplomatique algérienne au sein de l'Union africaine (UA).

L'élection de Midrand restera dans les mémoires pour l'intensité des obstructions tentées par la délégation marocaine. Selon des sources parlementaires et des observateurs sur place, le processus électoral a failli déraper à plusieurs reprises en raison des «pratiques dilatoires» systématiques du Maroc. Les manœuvres du makhzen visaient la consécration d'un blocage procédural. Lors des primaires du groupe de l'Afrique du Nord, le candidat marocain Lahcen Haddad a tenté de contester la validité du scrutin après avoir été lourdement battu (19 voix pour l'Algérie contre 4 pour le Maroc). Le makhzen s'est illustré ensuite par des pressions et intimidations .Des rapports officiels font état d'un harcèlement moral sur le personnel de l'administration du Parlement pour retarder l'affichage des listes électorales. Le clou de ses manœuvres aura été l'épisode des «Enveloppes», censés acheter la dignité et l'honnêteté des parlementaires africains.

Des témoignages font état de tentatives de distribution de gratifications financières dans les couloirs pour influencer le vote final, une méthode dénoncée par de nombreuses délégations comme la «diplomatie des enveloppes». L'hystérie marocaine ne s'arrêtera pas. Apres la méthode soft, la délégation marocaine passe aux incursions physiques.



Fateh Boutbig.

L'agressivité verbale de certains membres de la délégation marocaine a nécessité l'intervention des services de sécurité de l'UA pour évacuer les fauteurs de troubles de la salle des délibérations.

Ces incidents s'inscrivent dans une stratégie plus large du Maroc au sein de l'Union Africaine, visant souvent à paralyser les institutions ou à contester la présence de la République Arabe Sahraouie Démocratique (RASD), au risque de bloquer l'agenda de développement du continent.

LA PERCÉE DIPLOMATIQUE ALGÉRIENNE PAR LE MULTILATÉRALISME

La victoire de Fateh Boutbig est l'aboutissement d'une offensive diplomatique orchestrée par le président Abdelmadjid Tebboune depuis 2024. L'Algérie a multiplié les succès stratégiques, transformant sa capitale en un pivot décisionnel pour l'Afrique. En septembre 2025, Alger a accueilli avec succès la foire de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), consolidant son rôle de locomotive économique. En tant que membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, l'Algérie a porté les revendications de souveraineté africaine et la défense des causes justes (Palestine, Sahara Occidental). L'organisation à Alger, fin 2025, de la conférence internationale sur les crimes du colonialisme a fédéré les nations africaines autour d'un socle historique commun, isolant de fait les pays alignés sur des agendas extra-continentaux. «Le choix de l'Algérie à Midrand prouve que les pays africains privilégient désormais la stabilité institutionnelle et la clarté des principes aux manœuvres de coulisses», a indiqué un diplomate de l'UA.

Le nouveau président du Parlement panafricain hérite d'une institution qu'il doit désormais stabiliser. Sa priorité sera de restaurer l'autorité du PAP face aux tentatives de division. Pour l'Algérie, ce poste offre une tribune unique pour promouvoir l'intégration économique et la résolution pacifique des conflits, tout en contrant l'influence des lobbies qui cherchent à fragmenter l'unité africaine. Ainsi la messe est dite pour Rabat. Le score de 119 voix sonne comme une fin de non-recevoir africaine à l'encontre des méthodes du makhzen et un blanc-seing accordé à la vision algérienne d'une Afrique souveraine et solidaire.

Majda Khellaf

ALGERIE – FRANCE

Entre diplomatie de la pensée et business stratégique

LA CAPITALE algérienne s'est imposée cette semaine comme le carrefour d'un dialogue renouvelé entre les deux rives de la Méditerranée. Alors que Ségolène Royal a marqué ce jeudi le lancement d'un forum intellectuel majeur au CIC, le monde économique avait déjà ouvert la voie lundi dernier avec une rencontre historique entre le Medef et le CREA. Retour sur une séquence diplomatique multidimensionnelle.

Les regards étaient tournés, avant-hier, vers le Centre International des Conférences (CIC) Abdellatif Rahal pour la première édition des «Rencontres Afro-Méditerranéennes de la Pensée». Invitée d'honneur de cet événement placé sous le haut patronage du président de la République, Ségolène Royal a délivré un plaidoyer vibrant pour le dialogue des civilisations.

Intervenant sur l'héritage de Saint Augustin figure emblématique de la pensée africaine et méditerranéenne l'ancienne ministre française a salué la qualité exceptionnelle des réflexions engagées. Pour celle qui préside désormais l'Association France-Algérie (AFA), ces rencontres constituent un rempart essentiel contre «l'obscurantisme» et une opportunité précieuse de «faire reculer l'ignorance» par la culture et la science. «Je dois vous dire que la qualité des réflexions et des échanges font énormément de bien dans un monde de chaos, d'égoïsme et matérialiste», a affirmé Mme Royale dans une intervention lors de ces rencontres.

Elle a, par la même occasion, salué la tenue de ces rencontres ayant permis, a-t-elle dit, de «revenir aux fondamentaux de ce qui fait, au fond, le bon, le vrai et le juste».

«La science, la connaissance, les échanges culturels, c'est ce qui permet de faire reculer les fléaux que sont l'obscurantisme et l'ignorance, parce que c'est l'ignorance qui conduit aussi à l'indifférence qui est le fléau de notre époque», a-t-elle ajouté.

Cette présence sur le terrain des idées a été doublée d'un volet diplomatique officiel. Mme Royal a été reçue par le Ministre des Affaires étrangères, Ahmed Attaf, qui lui a renouvelé ses félicitations pour son élection à la tête de l'AFA. Les deux responsables ont évoqué des projets concrets visant à jeter des ponts durables entre les sociétés civiles des deux pays. Si ce jeudi était dédié à la pensée, le début de la semaine avait été consacré au pragmatisme industriel. Le lundi 27 avril, Patrick Martin, président du Medef, a effectué une visite de travail cruciale à Alger, répondant à l'invitation de Kamel Moula, président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA). Cette rencontre a abouti à la signature d'un communiqué commun scellant une véritable alliance stratégique entre les deux organisations patronales. Les points forts de cet accord incluent concernent l'établissement d'un programme de travail structuré pour favoriser les investissements directs et la création d'emplois.

Patrick Martin a plaidé pour une relation d'affaires stable et durable, capable de s'affranchir des aléas politiques pour se concentrer sur des projets de coproduction concrets. es deux parties ont souligné la complémentarité entre l'expertise technologique française et les ressources stratégiques de l'Algérie, positionnée comme un carrefour entre l'Europe et l'Afrique.

Cette succession d'événements à savoir le sommet économique du 27 avril suivi du forum intellectuel du 30 avril, dessine les contours d'une nouvelle approche bilatérale. En activant simultanément les leviers de la production industrielle et ceux de la réflexion académique, Alger et Paris semblent vouloir bâtir une relation plus équilibrée, ancrée autant dans les intérêts communs que dans le respect des mémoires partagées.

Nassim Mecheri



RESPONSABLES CONSULAIRES ALGÉRIENS DU SUD DE L'EUROPE

Les directives de Chaïb

LE SECRÉTAIRE d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de la Communauté nationale à l'étranger, Sofiane Chaib, a présidé vendredi au siège de l'ambassade d'Algérie à Madrid, une réunion de coordination et d'orientation avec les chefs de postes consulaires du Sud de l'Europe, au terme de sa visite de travail au Royaume d'Espagne.

Cette réunion qui s'inscrit dans le cadre de la poursuite des rencontres périodiques avec les chefs de missions consulaires a été consacrée à l'examen des différents aspects liés à «l'amélioration de la prise en charge des services consulaires» destinés aux membres de la communauté nationale, ainsi qu'à «l'évaluation des préparatifs en cours pour les prochaines échéances législatives qui verront la participation de notre communauté nationale à l'étranger». C'est ce qu'a indiqué un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

Concernant le volet lié aux questions consulaires, plusieurs mesures pratiques ont été passées en revue dans le cadre du processus de modernisation du système de prestations administratives et consulaires, notamment les projets en cours de concrétisation qui entreront prochainement en service, en tête de liste, le service de renouvellement à distance du passeport biométrique, visant à renforcer la qualité du service et à rapprocher l'administration du citoyen.

À ce titre, M. Chaib a donné des instructions précises, insistant sur la nécessité d'accélérer la mise en œuvre de ces nouvelles mesures selon une approche reposant sur l'efficacité, tout en garantissant leur application rigoureuse au niveau de toutes les représentations consulaires, est-il précisé de même source.

S'agissant des préparatifs pour le prochain rendez-vous électoral, Chaib a souligné la nécessité d'atteindre le plus haut niveau de préparation, à travers la mobilisation de tous les moyens humains, matériels et logistiques, mettant l'accent sur la mise en place de conditions organisationnelles optimales pour permettre aux membres de la communauté nationale d'exercer leur droit électoral dans les meilleures conditions, tout en insistant sur une coordination étroite avec les représentants de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) à l'étranger, notamment les coordinateurs et les délégués.

Au terme de la réunion, M. Chaib a souligné l'importance de poursuivre les préparatifs en prévision de la saison estivale, qui connaît un flux important de membres de la communauté vers le pays, appelant à la mise en place de toutes les mesures de facilitation nécessaires pour les accompagner et garantir la fluidité de leurs déplacements et continuer à leur assurer les meilleurs services.

S. N.

MOSTAGANEM

Plus de 23 millions de m³ d'eaux usées traités en 2025

LA WILAYA de Mostaganem a franchi le cap des 23 millions de m³ d'eaux usées traitées durant l'année 2025, avec une moyenne quotidienne avoisinant les 64 000 mètres cubes. Le volume des eaux réutilisées pour l'irrigation agricole a atteint plus de 11 000 m3 par jour, permettant de couvrir une superficie estimée à 220 hectares. C'est ce qu'a déclaré le wali de Mostaganem, lors d'une journée d'étude consacrée à la valorisation des eaux épurées dans l'agriculture et à leur rôle dans le renforcement de la sécurité hydrique. Placée sous le thème «La réutilisation des eaux épurées dans l'agriculture, vers une gestion sûre et durable des ressources en eau», cette rencontre s'inscrit dans le cadre des efforts visant à renforcer la sécurité hydrique et à promouvoir un développement agricole durable, dans un contexte marqué par les changements climatiques et la diminution des ressources hydriques conventionnelles. Le wali Ahmed Boudouhe a souligné que le recours aux eaux épurées pour l'irrigation constitue désormais un choix stratégique s'inscrivant dans la politique nationale de valorisation des ressources hydriques non conventionnelles, parallèlement aux projets de dessalement de l'eau de mer. Il a également rappelé l'importance accordée par les pouvoirs publics à la réalisation de stations d'épuration et au développement des mécanismes de réutilisation des eaux usées traitées afin d'assurer une gestion rationnelle et durable des ressources en eau. Le responsable a indiqué que la vocation agricole de la wilaya, notamment dans le domaine des cultures irriguées, exerce une pression importante sur les ressources hydriques, ce qui rend nécessaire l'adoption de solutions alternatives capables de garantir la continuité de l'activité agricole. Dans ce cadre, la réutilisation des eaux usées traitées représente une ressource complémentaire susceptible d'être davantage valorisée. La wilaya dispose actuellement de 12 stations d'épuration réparties à travers plusieurs communes, dont la capacité globale est estimée à 92 900 mètres cubes par jour, offrant ainsi des perspectives importantes pour l'exploitation des eaux traitées dans l'irrigation agricole, conformément aux normes sanitaires et environnementales en vigueur.

Brahim Mazi

MOUTONS DE L'AÏD IMPORTÉS

Les modalités d'acquisition via la plateforme numérique

LE MINISTÈRE de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche a fixé les modalités d'acquisition et de choix des moutons de l'Aïd El-Adha pour l'année 2026, et ce, à l'issue de l'inscription via la plateforme nationale adhahi.dz, dédiée à la réservation et à la vente de moutons importés. A ce titre, les personnes inscrites sur la plateforme reçoivent un SMS mentionnant la date, l'heure et le lieu de retrait du mouton, afin de les orienter vers les points de vente les plus proches de leur lieu de résidence, selon un ordre chronologique et en fonction de la disponibilité des bêtes de sacrifice dans chaque wilaya et point de vente.
Concernant le choix, les moutons proposés ont été sélectionnés et soumis à des contrôles vétérinaires, et les citoyens peuvent choisir directement leur mouton dans les points de vente le jour du retrait.

S. N.

VENTE DES PNEUMATIQUES

Naftal dévoile son plan numérique

Naftal lancera prochainement une plateforme numérique intégrée destinée à l'enregistrement des demandes de pneumatiques, afin de faciliter leur acquisition de manière fluide, organisée et transparente, tout en luttant contre la spéculation. C'est ce qu'a annoncé le président-directeur général de la société, Djamel Cherdoud, à l'occasion d'une rencontre avec le président de l'Organisation algérienne de protection et d'orientation du consommateur et son environnement (APOCE), Mustapha Zebdi.



Une plateforme pour mettre fin à la spéculation.

Cette réunion, tenue au siège de Naftal, a été consacrée à l'examen des moyens de renforcer la coopération et la coordination entre les deux parties, dans l'intérêt du consommateur et en vue d'assurer la disponibilité des pneumatiques sur le marché national, a indiqué jeudi l'entreprise dans un communiqué. À cette occasion, M. Cherdoud a souligné que le lancement de cette plateforme constitue «une étape stratégique» traduisant l'orientation de Naftal vers la modernisation de ses services. L'objectif est de simplifier le processus d'acquisition des pneumatiques, d'assurer la transparence des transactions et de freiner les pratiques spéculatives.
Le responsable a ajouté que cette initiative permettra également d'améliorer le suivi des demandes et de répondre aux préoccupations des citoyens dans des délais raisonnables, en cohérence avec la stratégie de numérisation adoptée par l'entreprise, tout en consolidant la confiance des consommateurs dans ses services.
Le PDG de Naftal a affirmé que l'entreprise mobilise l'ensemble de ses ressources humaines et logistiques pour répondre aux besoins du marché national en pneumatiques, lors de cette rencontre à laquelle ont pris part plusieurs cadres dirigeants de l'entreprise.
Il a également souligné que toutes les mesures nécessaires ont été prises pour mettre en œuvre un plan d'approvisionnement efficace, reposant sur la commercialisation de pneumatiques de catégorie «Premium», alliant qualité et prix compétitif. Une démarche qui contribue, selon la même source, au renforcement de la sécurité routière et à la réduction des accidents de la circulation.
La rencontre a aussi permis à l'APOCE de prendre connaissance du dispositif mis en place par Naftal pour approvisionner le marché national à travers de grands centres de stockage répartis dans différentes wilayas du pays. De son côté, Mustapha Zebdi a estimé que Naftal jouit d'une large reconnaissance en tant que partenaire fiable. Il a insisté sur la nécessité de renforcer la communication afin d'informer l'opinion publique sur le processus d'approvisionnement du marché et sur l'organisation de la distribution, de manière à garantir la disponibilité et la qualité des pneumatiques au profit du consommateur algérien. En outre, les deux parties ont appelé les clients à signaler, dans un esprit de civisme et de responsabilité sociale, toute pratique suspecte ou tentative de spéculation visant à créer une pénurie artificielle. Elles ont également réaffirmé leur volonté de poursuivre la coordination et la concertation pour améliorer les mécanismes d'approvisionnement et de distribution, tout en renforçant la transparence et la qualité du service.

Rim Boukhari

APPELANT À LA COHÉSION DES PRODUCTEURS

L'APPO exprime son soutien à l'OPEP

APRÈS le retrait des Emirats arabes unis de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), les réactions se multiplient. L'Organisation des producteurs de pétrole africains (APPO) a fait part, jeudi, de son soutien et de sa pleine solidarité avec l'OPEP, appelant à la cohésion des producteurs.
La veille, c'était l'Algérie qui avait réaffirmé son engagement envers l'OPEP et la Déclaration de coopération OPEP+.Créée en 1960, l'OPEP compte désormais un pays de moins après le retrait des Emirats arabes unis. Un départ qui ne doit pas fragiliser l'Organisation, particulièrement en cette conjoncture marquée par des transformations structurelles du secteur énergétique, selon l'APPO qui met en avant le rôle de l'OPEP dans la stabilité du marché mondial du pétrole.
Le Secrétariat de l'APPO a ainsi exprimé son «soutien et sa solidarité» à l'OPEP, appelant ses Etats membres à renforcer leur engagement en faveur de la stabilité du marché pétrolier international. Dans un communiqué, l'APPO indique avoir examiné la situation pétrolière mondiale, «marquée par de fortes incertitudes géopolitiques, des transformations structurelles du secteur énergétique et leur impact sur les économies des pays membres».
L'organisation africaine reconnaît «le rôle majeur» de l'OPEP dans la stabilisation du marché mondial et dans la promotion d'un dialogue responsable entre producteurs, tout en saluant son engagement en faveur de la stabilité des marchés et de l'investissement à long terme dans toutes les sources d'énergie. L'APPO appelle ainsi ses pays membres et ceux de l'OPEP à maintenir leur «confiance, solidarité et engagement actif» envers l'organisation, estimant que cette participation constitue un facteur de cohésion et de prévisibilité pour le marché pétrolier mondial.
Selon l'APPO, le soutien à l'OPEP n'est pas seulement un acte de solidarité institutionnelle, mais une responsabilité collective en faveur de la stabilité énergétique mondiale.

L'ALGÉRIE SOULIGNE LE RÔLE STRATÉGIQUE DE L'OPEP

Pour sa part, l'Algérie a réaffirmé mercredi dernier, son engagement de manière «constante et déterminée» envers l'OPEP ainsi qu'envers la Déclaration de coopération (OPEP+), qui constituent les deux cadres fondamentaux en faveur de la stabilité du marché pétrolier mondial, a indiqué un communiqué du ministère des Hydrocarbures. L'Algérie a ainsi rappelé le rôle stratégique et structurant de l'OPEP dans la défense des intérêts des pays producteurs, la stabilité des marchés et la consolidation d'un dialogue équilibré avec les pays consommateurs, soulignant que l'Organisation «a fait preuve, depuis sa création, de sa capacité à préserver les équilibres du marché mondial, à garantir une réponse régulière à la demande pétrolière et à accompagner la croissance de l'économie mondiale».
L'Algérie a également souligné que le développement de son secteur pétrolier et gazier est historiquement et structurellement lié à l'OPEP, dont elle demeure «un membre pleinement engagé, fidèle aux principes de solidarité, de concertation et de discipline collective».
A l'approche de la célébration du 10e anniversaire de l'Accord historique d'Alger, jalon majeur ayant conduit à la mise en place de la Déclaration de coopération (OPEP+), «l'Algérie exprime sa conviction que les décisions prises au cours de la dernière décennie, portées par la cohésion et le sens des responsabilités des pays membres de l'OPEP et non membres, ont été déterminantes pour préserver la stabilité et l'équilibre du marché pétrolier, tout en soutenant la dynamique de croissance de l'économie mondiale», a ajouté la même source, réaffirmant la volonté de l'Algérie de poursuivre et de renforcer son engagement au sein de l'OPEP et de l'OPEP+.

Hamid B.

Pétrole : le Brent à plus de 112 dollars

LES PRIX du pétrole ont continué de progresser hier matin sur les marchés mondiaux après une séance particulièrement mouvementée jeudi, dans un contexte où de très nombreux marchés sont fermés en raison de la fête du 1er Mai. Dans la matinée, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en juillet, prenait 1,54% à 112,10 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en juin, gagnait 0,96% à 106,08 dollars. Jeudi, le Brent avait brièvement grimpé jusqu'à 126,41 dollars, son niveau le plus élevé depuis le début du conflit russo-ukrainien.

S. N.

VERS L'ACTIVATION DE LA COMMISSION INTERGOUVERNEMENTALE MIXTE

Nouvelle dynamique entre Alger et Varsovie

Dans divers secteurs d'intérêt commun, à savoir l'énergie, l'agriculture, la numérisation et le tourisme, l'Algérie et la Pologne ambitionnent d'explorer les opportunités de partenariat et de hisser la coopération bilatérale à des niveaux supérieurs, principalement à travers l'accélération de l'activation de la Commission intergouvernementale mixte, chargée d'examiner les moyens d'approfondir la coopération en place dans plusieurs domaines.



Radoslaw Sikorski.

Cette volonté a été réaffirmée une nouvelle fois à un haut niveau dans le cadre de la visite officielle du vice-Premier ministre, ministre des Affaires étrangères de la République de Pologne, Radoslaw Sikorski, à la tête d'une délégation d'une importante délégation comprenant le vice-ministre des Biens de l'Etat, des responsables du secteur agricole et vétérinaire, ainsi que des dirigeants d'entreprises des secteurs de l'énergie et de l'agriculture et des représentants d'institutions publiques et académiques.

Animant une conférence de presse, mercredi soir à Alger, le vice-Premier ministre, ministre des Affaires étrangères de la République de Pologne, qui est revenu sur son entretien avec le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a mis en avant l'importance de cette visite qui dépasse «l'aspect diplomatique», eu égard à l'importante délégation multisectorielle qui l'accompagne, laquelle est composée d'entreprises majors, notamment dans le secteur de l'énergie et de l'industrie chimique, à savoir Azoty et Orlen.

Il a ainsi fait part de l'intérêt porté par des entreprises polonaises, aussi bien publiques que privées, pour l'Algérie concernant l'investissement et l'augmentation du volume des échanges commerciaux.

«La Pologne est prête à explorer les opportunités d'investissement en Algérie dans divers secteurs, à l'instar des hydrocarbures et des mines», a-t-il précisé, mettant en avant l'expertise de son pays en la matière, notamment à travers le développement de nouvelles techniques. Un savoir-faire que la Pologne se dit prête à partager avec l'Algérie, considérée également comme une «porte vers l'Afrique», a souligné ce responsable.

LA POLOGNE PRÊTE À PARTAGER SON EXPERTISE

Le vice-Premier ministre polonais, qui a fait part de ses rencontres avec le président de la République Abdelmadjid Tebboune et le chef de la diplomatie algérienne Ahmed Attaf, a surtout souligné le rôle qu'aura à jouer la Commission intergouvernementale mixte, créée suite à l'accord signé en 2017 par les deux parties, laquelle est chargée d'examiner les moyens d'approfondir la coopération en place dans plusieurs domaines, tels que les hydrocarbures, les mines, les énergies renouvelables, l'agriculture, le tourisme et la numérisation, ainsi que d'explorer les opportunités offertes par les potentialités des deux pays.

Il est aujourd'hui question d'accélérer l'activation de ladite commission en vue de renforcer la coopération et les échanges commerciaux, a précisé Radoslaw Sikorski. «Cette commission va identifier les opportunités et les possibilités de partenariat dans des domaines d'intérêt commun», a-t-il précisé, signalant les grandes opportunités qui existent. Signalant la nature complémentaire de la relation entre les deux pays, le vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères polonais a, en outre, appelé les entreprises et hommes d'affaires algériens à identifier les opportunités de partenariat avec leurs homologues polonais dans divers domaines, allant de l'énergie et de l'agriculture au tourisme, exprimant son souhait de voir «prochainement» l'ouverture d'une ligne aérienne directe reliant les deux pays.

L'ALGÉRIE PRINCIPAL PARTENAIRE DE LA POLOGNE EN AFRIQUE

Le vice-Premier ministre polonais s'est également entretenu avec le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, lors de sa visite. A l'issue de l'audience qui lui a été accordée mercredi dernier, Radoslaw Sikorski a affirmé que l'Algérie constitue le principal partenaire de son pays en Afrique, affichant la volonté de la Pologne de développer les relations bilatérales. M. Sikorski a, en outre, souligné que l'Algérie est un «partenaire important» pour la Pologne, en tant que plus grand pays d'Afrique et l'un des principaux producteurs mondiaux d'énergie. L'Algérie est aussi le «premier partenaire économique» de la Pologne en Afrique du Nord, a-t-il ajouté, faisant savoir que le volume des échanges commerciaux entre les deux pays a atteint en 2025 «un milliard de dollars américains», tandis que «les exportations algériennes ont doublé pour atteindre près de 300 millions de dollars». Lors de sa visite de deux jours, première d'un ministre des Affaires étrangères polonais en Algérie depuis 2017, Radoslaw Sikorski, a été également reçu par le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, avec lequel il a passé en revue les relations bilatérales. L'accent a ainsi été mis sur la nécessité de renforcer le partenariat entre les deux pays et de le hisser aux plus hauts rangs, notamment à travers l'accélération de l'activation de la Commission intergouvernementale mixte.

Lilia Aït Akli

ALGÉRIE – ETATS-UNIS

Perspectives d'une coopération agricole accrue

LE MINISTRE de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, s'est entretenu avec le secrétaire d'État adjoint américain, Christopher Landau, sur les perspectives de renforcement de la coopération bilatérale dans le secteur agricole. Cette rencontre a permis d'examiner les opportunités de partenariat, notamment dans les domaines de la modernisation des différentes filières agricoles, du transfert de savoir-faire et du développement des investissements.

Les deux parties ont passé en revue les mutations que connaît le secteur agricole en Algérie ainsi que les importantes potentialités qu'il recèle, notamment dans les domaines de l'agriculture saharienne, la mécanisation et les systèmes d'irrigation modernes, a indiqué le communiqué du ministère, ajoutant que la rencontre s'est tenue mercredi dernier.

Les discussions ont également porté sur le rôle des entreprises américaines présentes sur le marché algérien dans l'accompagnement des agriculteurs, notamment à travers la fourniture d'intrants et de techniques modernes.

Le ministère de l'Agriculture a indiqué que l'intérêt manifesté par la partie américaine «reflète l'attractivité du secteur agricole de l'Algérie, qui ouvre aujourd'hui la voie à des partenariats de qualité, fondés sur le transfert de connaissances, la création de valeur ajoutée et le renforcement de la sécurité alimentaire», a souligné la même source.

La coopération algéro-américaine dans le secteur agricole s'est concrétisée également dans l'un des mégaprojets en Algérie, à savoir le projet algéro-qatari Baladna situé dans le sud du pays, suite au lancement de la deuxième phase de réalisation de la ferme géante de 270 000 vaches dans la wilaya d'Adrar.

Après le lancement d'une première phase du projet pour un investissement de 500 millions de dollars en 2025, le groupe laitier qatari a entamé la deuxième étape, d'un montant de 635 millions de dollars, de ce projet gigantesque qui est implanté dans la wilaya d'Adrar. C'est là que la coopération américaine entre en jeu. La deuxième partie des contrats de réalisation de cette ferme a été signée la semaine dernière avec les partenaires algériens et américains, dans les domaines des services et de la fourniture de vaches.

La partie américaine fournira 30 000 vaches en provenance de de neuf Etats des Etats-Unis d'Amérique à partir de novembre 2026, avait indiqué un dirigeant du groupe qatari Baladna, ajoutant que 109 vols sont prévus avec une moyenne de 300 vaches chacun. Les vaches américaines seront sélectionnées conformément aux «plus hautes normes sanitaires et génétiques afin de constituer un cheptel fort et sain», selon le même dirigeant. Le recours aux avions pour le transport des vaches au lieu des navires vise à réduire la durée du transport et à préserver la santé des animaux, a-t-il encore précisé. Un véritable pont aérien sera déployé avec les États-Unis et l'opération va durer dix mois.

La coopération algéro-américaine est appelée à s'étendre à d'autres filières agricoles. La partie américaine sera impliquée notamment dans leur modernisation, ainsi que par le transfert de son savoir-faire.

Rim Boukhari

FOURRAGES VERTS À TIZI OUZOU

La récolte s'annonce excellente

LA RÉCOLTE des fourrages verts pour cette année 2026 s'annonce excellente à Tizi Ouzou, selon une source bien informée, qui a signalé que l'opération des récoltes a commencé dès le mois dernier. Ainsi, concernant l'orge, la superficie cultivée est de 292 hectares (ha). L'avoine, vert bien entendu, sa superficie dépasse légèrement 700 ha. Quant au trèfle, sa culture a porté sur une superficie de 20,17 ha. Pour ce qui est de la récolte, le rendement constaté est de 300 quintaux à l'hectare concernant l'orge, soit une quantité totale de 87 700 quintaux. Pour l'avoine, le rendement est de 270 quintaux à l'hectare, soit donc une récolte totale de 89 000 quintaux. Pour le trèfle, le rendement est de 500 quintaux à l'hectare, soit une récolte totale de plus de 10 085 quintaux. S'agissant des fourrages secs, notre source indique que la campagne de récolte débutera à la fin du printemps, plus précisément vers la fin juin début juillet. Notons enfin que si la culture fourragère verte s'annonce excellente, c'est dû, en sus des labours et semences effectués dans ce sens, aux pluies abondantes qui se sont abattues sur le pays durant l'hiver et une bonne partie de la saison actuelle.

De notre bureau, Saïd Tissegouine

CERTIFICATION DE L'OMS

Le trachome officiellement éradiqué en Algérie

L'ALGÉRIE vient d'être officiellement certifiée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) comme pays ayant éliminé le trachome en tant que problème de santé publique. Une consécration qui vient couronner plusieurs décennies de lutte sur le front des maladies transmissibles et de la prévention en zones enclavées.

C'est un chapitre de l'histoire sanitaire du pays qui se referme. Jeudi, lors d'une cérémonie organisée au siège du département de la Santé, le ministre du secteur, le Pr Mohamed Seddik Aït Messaoudène, a acté cette victoire majeure. Entouré d'experts en ophtalmologie, de cadres académiques et de représentants des agences onusiennes, le ministre a salué un « accomplissement national » reflétant une persévérance de longue date.

Loin de l'effet d'annonce, cette réussite est l'aboutissement de plusieurs années de travail structuré, articulé autour d'une approche globale mêlant prévention, sensibilisation, dépistage précoce, traitement et amélioration des conditions d'hygiène, notamment dans les zones les plus vulnérables.

Longtemps considéré comme l'une des principales causes de cécité évitable, le trachome frappait surtout les populations des régions éloignées. « Aujourd'hui, l'Algérie tourne définitivement cette page », a affirmé le ministre, mettant en avant la capacité du pays à relever des défis sanitaires complexes.

Le ministre a tenu à rendre hommage à l'ensemble des intervenants ayant contribué à cette performance : professionnels de santé, experts, cadres administratifs, mais aussi acteurs de la société civile. Tous ont été salués pour leur engagement et leur rôle dans la diffusion des bonnes pratiques sanitaires.

Les partenaires internationaux, en particulier les agences onusiennes, ont également été remerciés pour leur accompagnement technique et leur soutien continu. Une coopération jugée déterminante dans l'atteinte des objectifs fixés.

Si la certification marque une étape majeure, elle n'en constitue pas pour autant une fin en soi. Le ministre a insisté sur l'importance de consolider les acquis, en renforçant la surveillance épidémiologique, en pérennisant les programmes de prévention et en améliorant la qualité des services de santé. L'objectif est d'éviter toute résurgence de la maladie.

Ce succès est également perçu comme un levier pour intensifier la lutte contre d'autres pathologies, tout en élargissant l'accès aux soins ophtalmologiques, notamment dans les zones enclavées.

De son côté, le représentant de l'OMS a salué une « réussite exemplaire », fruit d'un engagement national durable et d'une coordination efficace entre les différents acteurs. Il a souligné que l'Algérie devient ainsi le dixième pays africain et le vingt-neuvième au monde à éliminer le trachome comme problème de santé publique.

Au-delà des chiffres, cette avancée illustre l'efficacité d'une stratégie combinant traitement, prévention et amélioration des conditions de vie. Un modèle appelé à inspirer d'autres pays confrontés à des défis similaires.

Plus qu'un succès médical, l'élimination du trachome est perçue comme une victoire sociale et humaine. Elle consacre le droit à la santé et à la dignité, tout en renforçant la confiance dans les politiques publiques de prévention.

Dans un contexte où les systèmes de santé sont appelés à gagner en résilience, cette réussite envoie un signal fort : avec une vision claire, des moyens adaptés et une mobilisation collective, les défis sanitaires les plus complexes peuvent être relever.

Lynda Louifi

MISE EN QUARANTAINE DU STAFF CHARGÉ DE L'OPÉRATION

Début de l'élaboration des sujets du bac

Le compte à rebours a bel et bien commencé en prévision des épreuves du baccalauréat session juin 2026. Le staff de l'élaboration des sujets de cet examen crucial est mis en quarantaine, avec un encadrement strict visant à préserver la confidentialité jusqu'au jour J.

Tandis que les candidats entament leurs dernières semaines de cours avant la phase intense des révisions, le staff chargé de la conception, de la relecture, de la supervision et de l'impression des sujets a été placé en isolement total pour une durée de 45 jours, et ce, depuis mercredi dernier. Composée d'inspecteurs de l'éducation nationale triés sur le volet, cette équipe se distingue par un haut niveau de qualification et une solide expérience dans l'encadrement des examens officiels. Comme le veut la procédure, ses membres seront coupés de tout contact avec l'extérieur afin de prévenir toute fuite.

La quarantaine imposée vise à éviter toute fuite ou tentative de divulgation des sujets. Elle s'inscrit dans une logique de transparence et de rigueur, renforcée depuis les incidents survenus lors de la session 2016, où des fuites massives de sujets sur les réseaux sociaux avaient gravement entaché la crédibilité de l'examen. Une deuxième session avait alors été organisée en urgence, sur décision des plus hautes autorités du pays.

Cette étape déterminante vise à garantir un examen sans faille, dans l'équité et la transparence. Des «questions de réserve» sont également préparées pour parer à toute éventualité.

Supervisant le lancement de cette opération, le ministre de l'Éducation nationale, Mohamed Seghir Saâdaoui, a souligné l'ampleur de la responsabilité qui incombe à ce groupe d'experts, sélectionné avec la plus grande rigueur pour garantir la crédibilité et l'intégrité de l'examen.

Sur le contenu, le ministre s'est voulu rassurant disant que les sujets seront strictement conformes aux programmes enseignés durant l'année scolaire. Ils seront également conçus de manière à prendre en compte les différents niveaux des candidats, avec pour objectif de permettre aux élèves assidus de valoriser pleinement leurs acquis.



Lancement du compte à rebours.

Plusieurs tâches attendent, en effet, ce groupe de travail. Il veillera, entre autres, à relire les questions, dans toutes les filières et spécialités, qui ont été préparées par des commissions spécialisées lors des séminaires régionaux, tout en les examinant pour s'assurer de leur conformité avec les programmes scolaires annuels, et ce, afin d'assurer l'égalité des chances pour tous les candidats ainsi que de s'assurer que les sujets sont exempts de toute erreur.

En cas de découverte d'éventuelles erreurs, elles seront corrigées immédiatement avant le démarrage du processus d'impression, qui s'effectue exclusivement au niveau de l'imprimerie de l'Office national des examens et des concours (ONEC).

Par la suite et au moment venu, les sujets sont envoyés dans des sacs scellés aux différents centres d'examen, avec l'escorte des services de sécurité, et la mise en quarantaine est levée pour le staff dans l'après-midi du dernier jour du bac, une heure après l'entame de la dernière épreuve.

Les cadres chargés de l'élaboration des sujets vont devoir sélectionner trois sujets dans chaque matière parmi une liste de sujets déjà élaborée par des enseignants depuis le mois de novembre 2025. Des règles strictes sont mises en place pour assurer la confidentialité des sujets et les inspecteurs ne seront autorisés à quitter leur lieu que le dernier jour de l'examen du bac.

Lynda Louifi

EXAMENS DES ÉLÈVES À BESOINS SPÉCIFIQUES

Optimisation d'un dispositif inclusif

A L'APPROCHE des examens de fin d'année, le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme a mobilisé ses structures pour garantir des condition optimales adaptées aux candidats en situation de handicap, à travers un suivi de terrain et un ensemble de mesures pédagogiques et organisationnelles. C'est ce qu'a indiqué, jeudi dernier, un communiqué du ministère.

Conformément aux orientations de la ministre, Soraya Mouloudji, une commission ministérielle spécialisée a été dépêchée sur le terrain pour effectuer des visites d'inspection dans plusieurs établissements d'enseignement spécialisé, dans l'objectif d'évaluer de près l'état d'avancement des préparatifs, de mesurer le degré de préparation pédagogique et organisationnelle, et de vérifier la disponibilité des conditions nécessaires au bon déroulement des examens, a précisé la même source.

Dans ce contexte, le directeur général des personnes à besoins spécifiques au sein du ministère a effectué une tournée qui l'a conduit notamment à l'école des enfants malentendants de Baraki ainsi qu'à l'école des enfants malvoyants d'El-Achour. Ces visites ont permis de s'enquérir de la capacité des établissements à accueillir les candidats dans des conditions adaptées, tant sur le plan pédagogique que logistique.

L'accent a été mis sur la disponibilité des moyens didactiques spécifiques, l'encadrement pédagogique spécialisé ainsi que sur l'adaptation des dispositifs d'évaluation aux particularités de chaque catégorie d'élèves. L'objectif est de garantir à ces candidats des conditions d'examen équitables, respectueuses de leurs besoins individuels et conformes aux exigences pédagogiques. Parallèlement, la ministre a donné des instructions aux directeurs de l'action sociale et de la solidarité à travers l'ensemble des wilayas. Ces derniers sont appelés à renforcer la coordination avec les responsables des établissements spécialisés et les encadreurs des classes dédiées, afin d'assurer une mobilisation optimale des ressources humaines et matérielles avant et durant la période des examens.

Parmi les mesures préconisées figurent notamment le renforcement du suivi pédagogique continu des élèves candidats, la multiplication des cours de soutien, en particulier à l'approche des échéances officielles, ainsi que la nécessité de finaliser les programmes scolaires dans les délais impartis. L'objectif est de permettre aux élèves de bénéficier d'une préparation méthodique et structurée.

En outre, le dispositif prévoit un accompagnement psychologique renforcé, à travers l'organisation de séances de préparation, collectives ou individuelles, destinées aux élèves ainsi qu'à leurs parents, sous la supervision de psychologues spécialisés. Cette dimension est considérée comme essentielle pour aider les candidats à aborder les examens dans des conditions de sérénité et de confiance. Par ailleurs, il a été précisé, selon les données du ministère, que 5 173 élèves à besoins spécifiques sont inscrits cette année aux examens finaux officiels à l'échelle nationale, répartis sur les paliers d'enseignement primaire, moyen et secondaire.

Sihem Bounabi

APRÈS UNE PASSE D'ARMES AVEC MERZ

Trump agite la menace d'un retrait militaire en Allemagne

Entre Berlin et Washington, l'heure n'est plus à la camaraderie. En pleine discorde sur la guerre contre l'Iran, Trump menace de retirer une partie des troupes américaines stationnées en Allemagne. Merz, après avoir lancé une pique à la Maison Blanche, fait marche arrière et assure que ses relations avec le président américain restent bonnes.



La relation entre les États-Unis et l'Allemagne traverse une nouvelle zone de turbulences. Le président américain, Donald Trump, a laissé entendre, le 29 avril, sur Truth Social, qu'il pourrait retirer une partie des soldats américains stationnés en Allemagne. Les relations entre lui et le chancelier Friedrich Merz étaient déjà conflictuelles à cause de leurs positions opposées sur la guerre contre l'Iran. Plus concrètement, Trump a écrit que les États-Unis étudiaient la possibilité de réduire leurs effectifs en Allemagne, et qu'une décision serait prise dans un avenir proche. Pourtant, ce n'est pas la première fois que le président américain agite cette idée. En 2020, à la fin de son premier mandat, il envisageait déjà de retirer environ 12 000 des 36 000 militaires américains présents sur le sol allemand. Son successeur, Joe Biden, avait au contraire renforcé cette présence, invoquant le conflit en Ukraine. Aujourd'hui, selon les médias américains, plus de 36 000 soldats en service actif et 1 500 réservistes sont déployés dans des bases à travers l'Allemagne. Les raisons de cette nouvelle tension seraient multiples. Le dirigeant américain reproche aux alliés européens de refuser de soutenir la guerre israélo-américaine contre l'Iran, ainsi que de ne pas aider à rouvrir le détroit d'Ormuz. Téhéran avait fermé cette voie maritime stratégique en février aux navires qualifiés d'hostiles. Ce différend a également ravivé une vieille critique du président américain à l'égard de l'OTAN, qu'il avait qualifiée de « tigre de papier ». Tout a basculé le 27 avril lorsque Friedrich Merz, s'adressant à des étudiants dans une école allemande, a affirmé que les États-Unis étaient humiliés par l'Iran. Il a jugé que l'administration Trump manquait d'une stratégie claire dans ce conflit, tout en rappelant que l'Allemagne souffrait durement de la hausse des prix de l'énergie provoquée par la guerre. La réponse de Trump ne se fait pas attendre. Sur Truth Social, il a écrit que Merz ne savait pas de quoi il parlait, ajoutant que ce n'était pas un hasard si l'Allemagne allait si mal, économiquement et autrement. Le 29 avril, le chancelier allemand a tenté de minimiser l'incident, assurant que sa relation personnelle avec Trump restait bonne. Cité par Reuters, il a expliqué qu'il avait « simplement » eu des doutes depuis le début sur ce qui avait été entrepris avec la guerre contre l'Iran, et qu'il l'avait dit « clairement ». Dans ce climat de tensions diplomatiques, les marchés s'affolent. Le prix du baril de pétrole a dépassé les 120 dollars, un sommet inédit depuis 2022. L'incertitude demeure également quant à l'issue des négociations entre les États-Unis et l'Iran. Quant à l'Allemagne, elle n'a plus qu'à croiser les doigts et attendre que Washington daigne se décider. **R. I.**

ENREGISTREMENTS SECRETS

La première dame de l'Ukraine serait impliquée dans une affaire de corruption

DES ENREGISTREMENTS audio secrets, issus d'une enquête du Bureau anticorruption ukrainien, mettraient en cause l'épouse de Volodymyr Zelensky. Des milliards de dollars liés à l'industrie des drones, des villas de luxe en périphérie de Kiev seraient notamment au cœur des fuites. Des enregistrements audio secrets recueillis par le Bureau de lutte contre la corruption pourraient impliquer directement Olena Zelenska, épouse de Volodymyr Zelensky, écrit sur X ancienne porte-parole du « président ukrainien », Ioulia Mendel. Celle-ci annonce également qu'un député actuellement en exercice s'apprête à rendre publiques des parties supplémentaires de ces mêmes enregistrements. Selon elle, la voix de la première dame ferait partie des éléments identifiables sur les bandes. Volodymyr Zelensky, désigné sous le surnom de « Vova », y est présenté comme partie prenante d'une transaction et propriétaire d'un des quatre immenses manoirs luxueux en construction dans la banlieue de Kiev. Par ailleurs, Ioulia Mendel évoque une somme de sept milliards de dollars qui se serait « déversée » dans une entreprise spécialisée dans la fabrication de drones. Cette société, soutenue par des proches du « président ukrainien », a été régulièrement vantée par Zelensky lui-même, qui la présentait aux investisseurs étrangers comme un exemple emblématique du redressement ukrainien. Pourtant, sur ce montant colossal, 20 %, soit près d'un milliard et demi de dollars, auraient été destinés à constituer un bénéfice direct pour un cercle restreint d'initiés. Ce cercle inclurait les plus fidèles alliés de Zelensky ainsi que plusieurs ministres nommés personnellement par lui. Une partie des bandes sonores avait déjà filtré à la fin du mois d'avril dans les colonnes du quotidien Ukrainska Pravda. Les fragments publiés faisaient apparaître un homme d'affaires proche du pouvoir, Timour Minditch, s'entretenant avec Roustem Oumérov, ancien ministre de la Défense devenu secrétaire du Conseil de sécurité nationale. Leur conversation portait sur des contrats d'armement évalués à plusieurs millions de dollars. Plus de dix personnes seraient nommément citées dans ce dossier de corruption. **R. I.**

GUERRE CONTRE L'IRAN

Le Pentagone a-t-il caché le vrai coût ?

L'ÉVALUATION préliminaire faite par le Département de la Guerre des coûts militaires américains liés au conflit avec l'Iran serait inférieure à la réalité, selon CNN. Les dommages subis par les installations américaines au Moyen-Orient n'auraient pas été intégrés au calcul officiel. Le département américain de la Guerre aurait largement sous-évalué le prix de son engagement militaire contre l'Iran, rapporte CNN. Ainsi, l'estimation officielle, présentée au Congrès par le responsable financier du Pentagone, Jules Hurst, ne refléterait pas la réalité des dépenses. Il avait avancé un montant global de 25 milliards de dollars. Pourtant, d'après les témoignages recueillis par le média américain, cette somme ne prend pas en compte les travaux de réparation sur les bases militaires américaines endommagées par les frappes iraniennes. L'un des informateurs précise que la véritable facture se situerait plutôt entre 40 et 50 milliards de dollars, une fois ajoutés les coûts de reconstruction et de remplacement du matériel détruit. Dès les premiers jours du conflit, les frappes iraniennes dans la région du Golfe ont sérieusement touché au moins neuf installations américaines en moins de 48 heures. Des bases situées à Bahreïn, au Koweït, en Irak, aux Émirats arabes unis et au Qatar ont été visées. Parmi les pertes les plus lourdes figurent un radar du système anti-missile THAAD détruit en Jordanie ainsi qu'un aux Émirats arabes unis, et un avion de reconnaissance américain E-3 Sentry, abattu sur une base aérienne en Arabie saoudite. Dans le même temps, l'Iran War Cost Tracker propose une estimation encore plus élevée : 65 milliards de dollars dépensés en seulement deux mois d'opération. Reste à savoir quel chiffre se rapproche le plus du réel, mais une certitude demeure : le coût est gigantesque. **R. I.**

L'USM ALGER SUR LE TOIT DU FOOTBALL ALGÉRIEN

Une 10e historique

L'histoire s'écrit en rouge et noir. Ce jeudi 30 avril, dans l'antre bouillant du stade Nelson Mandela, l'USM Alger a gravé son nom un peu plus profondément dans la légende du football national. En s'imposant (2-1) face au CR Belouizdad, les Usmistes décrochent leur 10e Coupe d'Algérie, devenant ainsi le club le plus titré de l'histoire de la compétition.



Sous les yeux du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, les hommes de Soustara ont affiché leurs ambitions dès l'entame de jeu.

Dominateurs et portés par une ferveur des gradins indescriptible, ils ont fait sauter le verrou du Chabab en deux temps : L'inévitable Dramane Kamagaté ouvre le score à la 22e minute du jeu d'une frappe chirurgicale, concrétisant une supériorité territoriale nette. Peu avant la pause, Ahmed Khaldi double la mise à la 43e minute, assommant un CRB en manque d'inspiration défensive.

Au retour des vestiaires, le CR Belouizdad a montré un tout autre visage. Plus agressifs, les Belouizdadis ont réduit l'écart à la 62e minute grâce à Younés Ouassaa, relançant totalement le suspense de cette finale.

Malgré une fin de match sous haute tension et la pression constante des Rouge et Blanc, la défense de l'USMA a tenu bon. Ce succès permet à l'USM Alger de réaliser un « back-to-back » mémorable en battant le CRB pour la deuxième année consécutive en finale dans le même stade et devant le même président. Avec ce trophée, l'USM Alger s'installe désormais seule au sommet du palmarès de la « Dame Coupe », confirmant son statut de spécialiste incontesté de l'épreuve.

Si les supporters vont fêter ce record historique à la veille du week-end, les joueurs, eux, savent que le plus grand défi de leur saison est encore à venir. Ce 10e sacre national fait office de rampe de lancement idéale pour la scène continental.

L'USM Alger est attendue le 9 juin prochain pour un rendez-vous au sommet dans la finale aller de la Coupe de la CAF. Les Rouge et Noir affronteront les Égyptiens du SC Zamalek, un habitué des joutes continentales.

Nassim Mecheri

Benbot : « Je suis prêt à revenir en sélection »



QUELQUES mois après avoir annoncé sa retraite internationale, Oussama Benbot semble avoir changé de direction. Le gardien de USM Alger a profité du sacre de son équipe en Coupe d'Algérie pour confirmer un message fort concernant son avenir avec la sélection nationale.

Après le sacre de l'USMA en finale de Coupe d'Algérie face au CRB, et au micro des médias, Benbot s'est montré clair et déterminé : « Je suis prêt à 100 % pour être avec l'équipe nationale », a-t-il affirmé, avant d'ajouter : « Bien sûr que chaque joueur, et particulièrement chaque gardien, rêve de participer à une Coupe du monde ». Une déclaration qui traduit une réelle volonté de retrouver les Verts, lui qui s'était éloigné du groupe après la dernière CAN. Quarante-huit heures après l'élimination de l'Algérie en quart de finale de la Coupe d'Afrique des Nations 2025 face au Nigéria, le président de la Fédération algérienne de football, Walid Sadi, avait reçu une lettre d'Oussama Benbot. Dans ce courrier, le gardien informait officiellement de sa décision de mettre un terme à sa carrière internationale avec les Fennecs, avec lesquels il compte deux sélections.

Avant la CAN, la hiérarchie au poste de gardien était claire : Luca Zidane occupait la place de titulaire, Alexis Guendouz celle de premier remplaçant et Oussama Benbot figurait comme troisième choix. Toutefois, la blessure de Guendouz avant le tournoi avait laissé penser que Benbot pourrait gagner une place dans la hiérarchie. Pour pallier ce forfait, le sélectionneur Vladimir Petkovic avait finalement décidé de rappeler Anthony Mandréa, pourtant écarté auparavant en raison de son statut de gardien évoluant en troisième division.

Quelques mois plus tard, le contexte a sensiblement changé. Anthony Mandréa est forfait pour la Coupe du Monde 2026 en raison d'une blessure, tandis que Melvin Mastil, récemment testé en mars, reste incertain. Même Luca Zidane s'est fracturé la mâchoire et le menton la semaine dernière, ce qui fragilise encore davantage le poste de gardien chez les Verts.

Dans le même temps, Oussama Benbot affiche une excellente forme avec l'USM Alger. Lors de la demi-finale retour disputée au Maroc face à OC Safi, il s'est notamment illustré avec une prestation solide, réalisant cinq arrêts, dont quatre dans sa surface. En Coupe de la CAF, il fait d'ailleurs partie des hommes forts du parcours des Rouge et Noir : seulement cinq buts encaissés en neuf rencontres et six clean sheets. Ses performances relancent ainsi le débat autour d'un éventuel retour en sélection. Plusieurs observateurs estiment que le gardien pourrait légitimement retrouver une place en équipe d'Algérie, surtout à l'approche de la Coupe du Monde 2026. Convoqué pour la première fois en juin 2023 par Djamel Belmadi, Benbot connaît déjà l'environnement de la sélection, lui qui a finalement honoré sa première apparition avec les Fennecs deux ans plus tard, sous les ordres de Vladimir Petkovic, lors d'un match amical face au Rwanda. Benbot, auteur d'une saison solide avec l'USMA, semble déterminé à saisir cette opportunité. Travailleur et ambitieux, il assure continuer à fournir les efforts nécessaires pour convaincre le staff technique : « Je travaille dur pour mériter une convocation ».

Enfin, le gardien a évoqué sa relation avec la Fédération, soulignant un climat respectueux et serein, tout en laissant le destin décider de la suite : « Ma relation avec le président de la Fédération est basée sur le respect, et j'espère que les choses évolueront positivement ». Un message clair, à quelques semaines d'échéances cruciales, qui relance totalement le dossier Benbot en équipe nationale.

ÉQUIPE NATIONALE

L'espoir demeure pour Melvin Mastil d'être au Mondial

Trois des quatre gardiens convoqués par le sélectionneur Vladimir Petkovic lors du stage de mars en Italie ont été touchés par des blessures avec leurs clubs respectifs. L'un d'eux, Anthony Mandréa, a d'ores et déjà vu sa saison prendre fin, mais également ses chances de participer à la Coupe du Monde 2026. En revanche, les nouvelles se veulent plus rassurantes concernant Luca Zidane et Melvin Mastil.



Victime d'une hernie inguinale ayant nécessité une intervention chirurgicale, Melvin Mastil avait été annoncé absent pour plusieurs semaines à la mi-avril. Le gardien a d'ailleurs manqué les deux dernières rencontres du Stade Nyonnais et reste incertain pour les quatre dernières journées de la saison en Suisse. Toutefois, l'évolution de sa convalescence semble encourageante.

Contacté par Afrik-Foot, le Stade Nyonnais s'est montré rassurant au sujet du portier prêté par Lausanne-Sport. Le club a indiqué que le joueur avait déjà repris un travail individuel progressif : « Suite à son intervention, Melvin se porte bien et poursuit actuellement sa phase de récupération dans de bonnes conditions. Il a d'ores et déjà repris un travail progressif sur lui-même. Son évolution est encourageante et nous espérons pouvoir le revoir très prochainement sur les terrains », a ainsi indiqué le club au média Afrik-Foot.

Apparu pour la première fois de sa carrière avec l'équipe d'Algérie lors du stage de mars dernier, Melvin Mastil reste bien placé pour figurer dans la liste finale pour la Coupe du Monde 2026, potentiellement comme doublure de Luca Zidane si ce dernier est également rétabli. Dans la hiérarchie actuelle, le portier de 26 ans semble disposer d'une longueur d'avance sur certains gardiens locaux tels que Alexis Guendouz, Gaya Merbah ou encore Rayane Yesli. Reste également à suivre le dossier Oussama Benbot, qui avait annoncé sa retraite internationale mais dont un éventuel retour demeure encore incertain.

BONNE NOUVELLE POUR GOUIRI !

Bonne nouvelle pour l'attaque de l'Olympique de Marseille : Amine Gouiri se rapproche d'un retour à la compétition. Blessé ces dernières semaines, l'international algérien a repris l'entraînement avec le groupe, une évolution jugée encourageante par le staff marseillais à l'approche du déplacement à Nantes.

En conférence de presse, l'entraîneur Habib Beye a confirmé la tendance positive concernant son attaquant : « L'évolution est satisfaisante. Cela ne veut pas dire qu'il débutera, mais il devrait pouvoir venir avec nous ». Le coach marsellais reste prudente, mais laisse clairement entrevoir la possibilité de revoir Gouiri sur les terrains dès ce week-end. Absent en raison d'une blessure aux ischio-jambiers, l'ancien joueur de OGC Nice a effectué un retour plus rapide que prévu. Une récupération express qui tombe à point nommé pour un OM en quête de solutions offensives dans cette fin de saison délicate. Même s'il ne devrait pas être titularisé d'entrée, sa présence dans le groupe représenterait déjà un renfort de poids. En effet, les Marseillais n'ont plus vraiment de marge d'erreur et doivent impérativement engranger des points pour espérer atteindre leurs objectifs. Dans cette optique, récupérer un joueur du calibre de Gouiri constitue un atout non négligeable. Au-delà de son apport technique, c'est aussi sa capacité à faire des différences dans les moments clés qui pourrait faire la différence. Buteur décisif à plusieurs reprises cette saison, Gouiri reste un élément capable de débloquer des situations complexes. Reste désormais à savoir quel rôle lui sera confié face à FC Nantes. Mais une chose est sûre, on retour progressif redonne de l'espoir à Marseille, qui aura bien besoin de toutes ses forces pour bien terminer la saison.

CHAÏBI ATTISE LES CONVOITISES EN EUROPE

Auteur d'une saison solide en Allemagne, Farès Chaïbi s'impose aujourd'hui comme l'un des profils les plus suivis en vue du pro-



chain mercato estival. Le milieu offensif de Eintracht Frankfurt attise les convoitises de plusieurs clubs européens, preuve de sa progression constante depuis son arrivée en Bundesliga. Selon les informations du journaliste Nicolò Schira, plusieurs formations surveillent de près la situation de l'international algérien. Parmi elles, on retrouve notamment Olympique Lyonnais, Brighton & Hove Albion, Brentford FC ainsi que le club italien de Como 1907. Des intérêts qui confirment la cote grandissante du joueur de 23 ans sur le marché européen. Arrivé en 2023 en provenance du Toulouse FC, contre un montant estimé à 10 millions d'euros, Chaïbi est aujourd'hui lié au club allemand jusqu'en 2028. Un contrat longue durée qui renforce la position de Francfort dans ce dossier. D'ailleurs, la direction allemande ne semble pas disposée à se séparer facilement de son joueur, sauf en cas d'offre conséquente, possiblement supérieure à 40 millions d'euros. À l'approche de la Coupe du Monde de la FIFA 2026, Chaïbi aura également l'occasion de se mettre encore davantage en lumière sur la scène internationale. Une vitrine idéale qui pourrait accélérer les choses concernant son avenir.

JO 2028 : LES VERTES FACE À LA CENTRAFRIQUE AU 2E TOUR

EXEMPTÉES du 1er tour, prévu en juin, les Vertes débuteront les éliminatoires pour les Jeux olympiques de Los Angeles 2028 en octobre face à la République Centrafricaine. Un adversaire qui semble à leur portée. Le tirage au sort des éliminatoires du Tournoi de football des Jeux olympiques de Los Angeles 2028, prévu du 11 au 29 juillet 2028 effectué hier, mercredi, au siège de la Confédération africaine de football au Caire, a permis à l'équipe nationale de connaître son adversaire qu'il affrontera au 2e tour, avec un aller le 5 octobre à Bangui, et un retour le 13 du même mois dans un lieu à déterminer.

En cas de qualification, trois autres tours attendront les protégées de Farid Benstiti puisque seules les deux finalistes représenteront le continent africain au Tournoi olympique. A rappeler que 35 sélections africaines prennent part à ces éliminatoires dont six disputeront le 1e tour (entre le 1e et le juin 2026) avec Soudan – Comores, dont le vainqueur sera opposé au Nigéria au 2e tour, Soudan du Sud – Madagascar qui jouera l'Afrique du Sud et enfin Maurice – Djibouti dont le vainqueur affrontera le Ghana. Avec ces trois sélections qualifiées, elles seront 32 équipes à s'affronter en élimination directe jusqu'à la finale où les deux finalistes iront à Los Angeles.

LE STADE DE LA FINALE DE LA CAN 2025 SACCAGÉ LORS DU CLASSICO AS FAR-RAJA

LE STADE PRINCE Moulay Abdellah de Rabat a été le théâtre d'affrontement en tribunes et d'actes de vandalisme en marge du Classico AS FAR-Raja Casablanca ce jeudi dans le championnat marocain.

Le classico AS FAR-Raja Casablanca a viré à des violences ce jeudi au Stade Prince Moulay Abdellah de Rabat en marge de la 17e journée du championnat marocain.

Théâtre de la finale de la CAN 2025 entre la sélection marocaine et le Sénégal le 18 janvier dernier, le Stade Prince Moulay Abdellah a payé un lourd tribut, comme en attestent des images mises en ligne par Le360 Sport. Par exemple, la tribune de presse a été saccagée. Les écrans au mieux arrachés de leurs supports, et parfois littéralement détruits. Des écarts qui ne devaient pas rester impunis.

Des actes de hooliganisme éclipsant, ou presque, le résultat de la rencontre et la victoire des Militaires sur les Rajaouis (2-1) grâce à des réalisations d'Abdelfettah Hadraf (52e) et de Reda Slim (66e) face à un but d'Adam Ennafati sur penalty (78e). Des vidéos publiées sur X montrent des affrontements entre supporters au rythme des jets de sièges, de bouteilles d'eau ou encore des fumigènes. Sur une séquence, on peut voir un groupe d'individus forcer des plexiglas pour prendre en chasse le camp adverse.

RÉCOLTE CÉRÉALIÈRE À RELIZANE

Formation au profit des conducteurs de moissonneuses

LA PREMIÈRE session de formation dédiée à la qualification des conducteurs de moissonneuses-batteuses a été lancée dans la wilaya de Relizane, au niveau du Centre de formation professionnelle et d'apprentissage (CFPA) Abed-Belhadj dans la commune d'Oued Rhiou. C'est ce qu'a indiqué, mardi, la direction locale du secteur.

Cette formation, d'une durée de trois jours, s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie nationale de mécanisation agricole, à travers la coordination entre les secteurs de la formation professionnelle et de l'agriculture. Elle vise à renforcer les compétences des ressources humaines et à soutenir la modernisation du secteur agricole.

Le programme sera poursuivi par l'organisation de sessions au profit de groupes successifs, selon les besoins exprimés par le secteur agricole au niveau local, afin de soutenir la campagne de moisson-battage de la saison en cours, d'améliorer les rendements, de réduire les pertes et de prévenir les incendies de cultures, notamment des céréales.

Selon les organisateurs, cette formation a pour objectif d'assurer une qualification professionnelle dans la conduite et la maintenance des machines de récolte, en formant une main-d'œuvre capable d'exploiter efficacement ces équipements, tout en contribuant à l'amélioration de la productivité des grandes cultures et à la réduction des pertes lors des opérations de récolte.

Les participants bénéficient d'un encadrement assuré par des techniciens expérimentés, couvrant les volets théorique et pratique. La direction de la formation et de l'enseignement professionnels a mobilisé les moyens pédagogiques nécessaires pour garantir le succès de cette première session.

Pour sa part, la direction des services agricoles de la wilaya a souligné que cette initiative vise à renforcer la préparation des agriculteurs pour la saison de récolte, en améliorant la maîtrise des équipements, en réduisant les pannes et les pertes, et en augmentant les rendements. Elle s'inscrit dans une démarche d'investissement dans le capital humain, considéré comme un levier essentiel pour le développement d'une agriculture moderne, contribuant ainsi à la sécurité alimentaire et au développement local durable.

R. R.

DÉVELOPPEMENT MULTISECTORIEL À MASCARA

Focus sur les routes, l'eau potable et l'éducation

Le développement multisectoriel engagé dans la wilaya de Mascara se poursuit à travers une série de projets structurants supervisés sur le terrain par le wali Fouad Aissi, touchant les infrastructures routières, l'amélioration de l'accès à l'eau potable, le renforcement des équipements éducatifs et sportifs, ainsi que la modernisation des services publics de proximité. Ces interventions visent à améliorer le cadre de vie des citoyens, à désenclaver certaines zones et à renforcer la qualité des services offerts au niveau local.



Le wali a entamé sa visite de terrain, mercredi dernier, dans la daïra de Sig par le lancement des travaux de réhabilitation de la route communale n°01 reliant Charb Errih à la RN04, un axe stratégique pour le désenclavement et l'amélioration de la circulation. Il a insisté sur la nécessité d'accélérer les travaux tout en respectant les normes techniques afin d'en garantir la durabilité.

Il a ensuite procédé à la mise en exploitation de plusieurs projets d'aménagement de voiries à Bouheni et El Amaria, ayant bénéficié à des centaines d'habitants, avec des opérations de réhabilitation et de création de réseaux routiers de proximité financées dans le cadre du programme 2026. Le responsable a souligné l'importance de l'entretien régulier de ces infrastructures pour préserver leur qualité.

Dans la même dynamique, il a supervisé la réhabilitation de la voirie reliant la RN04 aux quartiers M'khissi Abdelkader et Ben Ghaouider Mohamed, visant à fluidifier la circulation et améliorer les accès internes, tout en appelant à réduire les disparités entre les quartiers.

Dans le secteur de la jeunesse, il a donné le coup d'envoi d'un projet de terrain de proximité en gazon synthétique à Sig Est, destiné à offrir un espace sportif adapté aux jeunes, en insistant sur le respect des délais et la qualité d'exécution.

Sur le plan de l'hydraulique, il a lancé un projet de réservoir d'eau potable de 2500 m³ à Sig, destiné à renforcer les capacités de stockage et améliorer la distribution de l'eau, notamment en période de forte demande, tout en exigeant le respect des normes techniques.

Le wali a également effectué une visite inopinée à l'école Sanoussi Ibrahim afin d'évaluer les conditions de scolarisation, donnant des instructions pour améliorer l'environnement scolaire, la propreté et la qualité de l'accueil des élèves.

La visite s'est clôturée par le lancement du projet de siège du service biométrique à Chorfa, visant à moderniser l'administration et rapprocher les services du citoyen grâce à des équipements modernes et un traitement rapide des documents, avec un accent mis sur le respect des délais et de la qualité de réalisation.

Brahim Mazi

LUTTE CONTRE LES INCENDIES

Béjaïa renforce ses actions de prévention

DANS le cadre du plan anti-incendie saison 2026, d'importantes mesures préventives ont été prises par les services de la Conservation des forêts de la wilaya de Bejaia. C'est ce qu'a fait savoir, mardi, cette institution.

Ces mesures préventives consistent principalement à réaliser plusieurs opérations visant à renforcer les moyens de lutte contre les incendies et à préserver le patrimoine forestier de la wilaya, ont indiqué les mêmes services.

La Conservation des forêts a lancé, à cet effet, un projet portant sur l'aménagement et l'ouverture de 120 km de pistes forestières, la réalisation de 43 hectares de tranchées pare-feu (TPF), ainsi que l'ouverture d'un sentier pédestre de 5 km à travers le massif forestier de la wilaya, afin de faciliter l'accès des moyens d'extinction des feux, a souligné la même source. Deux autres projets, concernant le captage et l'aménagement d'une source, ainsi que la construction d'un bassin d'eau sont également prévus, selon les services de la Conservation des forêts.

Dans le cadre des actions visant à préserver l'espace forestier, une importante opération de plant ation sur une superficie de 80 ha et de reboisement de 25 ha est également prévue cette année par les services forestiers de la wilaya, ajoute la même source.

De plus, le plan anti-incendie repose sur le dispositif mis en place par la Protection civile, en coordination avec les collectivités locales et les autres secteurs concernés, qui contribuent efficacement à la prévention et à la lutte contre les feuxde forêt, a-t-on précisé. En 2025, la Conservation des forêts a enregistré la destruction de près de 494 hectares d'espace forestier à la suite d'incendies, dont 83 hectares de forêts, 43 ha de maquis, 31 ha d'arbres fruitiers et 337 ha de broussailles, a indiqué la même source.

Par ailleurs, au cours de la même année, les services forestiers ont procédé à l'aménagement de 100 km de pistes forestières, l'ouverture de 23 km de nouvelles pistes, ainsi qu'au reboisement d'une superficie de 67 hectares.

Pour rappel, un projet intitulé « Assistance technique relative au développement d'un système d'alerte rapide pour les feux de forêt en Algérie », a été lancé en février dernier dans la wilaya de Bejaia, retenue comme site pilote de ce dispositif qui a été conçu dans le cadre d'un partenariat entre l'Algérie et la Banque mondiale (BM).

R. R.

L'importance de l'OPEP+ dans la régulation du marché énergétique et quels impacts le retrait des Emirats arabes Unis le 01 mai sur l'organisation?

Professeur des universités, expert international directeur d'études ministère Energie -Sonatrach 1974-1979-1985-1989-1990/1995-2000/2008- 2013/2015- président de la commission transition énergétique des 5+5+Allemagne 2019/2021 -Abderrahmane Mebtoul



Face aux tensions énergétiques, et notamment du blocus du détroit d'Ormuz, le cours du pétrole le 01 mai 2026 14h GMT a été coté 110,13 dollars et le Wit 103,40 dollars, à compter du 01 mai 2026 pour des raisons économiques et de tensions avec l'Arabie Saoudite, les Émirats arabes unis, à compter du 01 mai 2026 ont décidé de quitter l'organisation OPEP, étant un poids lourd puisqu'ils sont le troisième pays producteur de pétrole de l'organisation (derrière l'Arabie saoudite et l'Irak) avec entre 3,6 et 3,9 millions de barils produits chaque jour, et n'étant plus soumise au quota pouvant produire 5 millions de barils par jour.

Plusieurs pays ont déjà quitté l'OPEP à savoir l'Indonésie, l'Angola et le Gabon),et à compter du 01 mai 2026 les Émirats arabes unis, un poids lourd puisqu'ils sont le troisième pays producteur de pétrole de l'organisation (derrière l'Arabie saoudite et l'Irak) avec entre 3,6 et 3,9 millions de barils produits chaque jour, et n'étant plus soumise au quota pouvant produire 5 millions de barils par jour , décision qui pourrait impacter la puissance de l'alliance à contrôler le marché. Pour comprendre l'impact du retrait des Emirats arabes Unis de l'OPEP , il me semble utile de dresser la carte pétrolière mondiale où en 2025, la production mondiale de pétrole s'établit autour de 106,1 millions de barils par jour portée par l'OPEP+, le Moyen-Orient et l'Amérique latine et la consommation mondiale de pétrole toujours en 2025 a atteint environ 103,9 à 105,7 millions de barils par jour .

1.-LES 12 PAYS MEMBRES DE L'OPEP SONT, PAR ORDRE DE PRODUCTION 2024/2025

l'Arabie Saoudite 9,2 millions barils par jour
l'Iran 3,3
l'Irak 4,3
les Emirats arabes 3,1
le Koweït 2,6
le Nigeria 1,6
l'Algérie 934.000 barils par jour
la Libye 1,4 Mb ;premier réservoir en Afrique plus de 45 milliards de barils) ;
le Venezuela 0,9 Mb/j à 1 million
le Congo 274.000 barils par jour
le Gabon 204.000 barils par jour
La Guinée Equatoriale 55.000 barils par jour
L'Angola, 1,1 million par jour , l'Équateur 48.000 et l'Indonésie 600.000 barils par jour ont quitté l'organisation.

Il est à signaler que trois pays sont exemptés de quotas stricts en raison de circonstances spécifiques l' Iran , la Libye, et le Venezuela

2.-POUR LES PAYS OPEP+

Les pays non membres de l'OPEP qui exportent du pétrole brut sont appelés pays OPEP+ . Il s'agit de l'alliance des producteurs de pétrole brut qui procèdent à des ajustements de l'offre sur les marchés pétroliers depuis 2017. Cette alliance comprend l'Azerbaïdjan, Bahreïn, Brunei, le Kazakhstan, la Malaisie, le Mexique, Oman, la Russie, le Soudan du Sud et le Soudan.
la Russie 10,3 Mb/j de pétrole en 2024/2025
Brésil , plus de 4 Mb/j). l a rejoint l'alliance élargie OPEP+ en février 2025.
Le Mexique 1,7
Le Kazakhstan 1,9
Oman 985.000 barils par jour
l'Azerbaïdjan 580.000 b/j
la Malaisie 500.000 b/j
le Bahreïn 190.000 b/j
le Soudan du Sud 100.000 b/j
Brunéi 0,09 107.000b/j
le Soudan 30.000 b/j
Pour 2025 à la Russie qui représente la majeure partie des pays OPEP+
Entre 2024/2025 la part de production des pays membres de l'OPEP produisent environ 34 % à 35 % du pétrole brut mondial et si on inclut les alliés (OPEP+), le groupe contrôle plus de 40 % à 50 % de la production mondiale de pétrole brut et de liquides de gaz naturel, selon les estimations de l'Agence Internationale de l'Énergie. En avril 2026, l'OPEP+ a amorcé un retour progressif de sa production, décidant d'augmenter ses quotas de 206 000 barils par jour (bj) à partir du mois de mai 2026 et cela concerne huit pays l'Arabie Saoudite, l'Irak, l'Algérie, les EAU, le Koweït, le Kazakhstan, Oman, la Russie, cette décision s'inscrivant dans le cadre de la réduction progressive des coupes volontaires de 1,65 million de barils par jour initialement décidées en avril 2023.

2.-QU'EN EST-IL DES EXPORTATIONS DE L'OPEP ET DE L'OPEP+ ?

Il faut préciser que la production d'un pays est l'addition du volume des exportations et du volume de la consommation intérieure : exemple pour l'Algérie la consommation intérieure représente entre 40/45% de la production totale
Entre 2024/2025 , les exportations selon l'agence internationale de l'Energie pour les pays principaux membres de l'OPEP ,nous avons
Arabie saoudite 6,05 mb/j
Irak 3,36 mb/j
Émirats arabes unis 2,72 mb/j
Iran 1,57 mb/
Nigeria 1,52 mb/j
Kuwait 1,18 mb/j
Libye 1,00 mb/j
Venezuela 0,66 mb/j
Algérie 0,46 mb/j
Congo 0,24 mb/j
Gabon 0,24 mb/j
Bahreïn 0,14 mb/j
Pour les pays hors OPEP dont ceux inclus dans l'OPEP+ nous avons pour les plus grands exportateurs:
Russie 4,52 mb/j
Oman 0,89 mb/j
Kazakhstan 1,43 mb/j
Mexique 0,85 mb/j
Azerbaïdjan 0,39 mb/j
Malaisie 0,22 mb/j
L'Indonésie est devenue un importateur net de pétrole depuis 2003-2004, la demande intérieure dépassant la production locale,

3.-LES PRINCIPAUX PRODUCTEURS HORS OPEP+

La production pétrolière des pays hors OPEP+ (États-Unis, Brésil, Canada, Guyane, Argentine) connaît une croissance soutenue, atteignant des sommets historiques en 2025 pour compenser les restrictions de l'OPEP+. Cette offre abondante, notamment américaine, met sous pression les quotas de l'alliance et modifie l'équilibre mondial de l'offre
les États-Unis : la production de pétrole brut aux États-Unis en 2025 s'est maintenue à des niveaux records, atteignant environ 13,6 millions de barils par jour consolidant leur position de premier producteur mondial
Canada : 4ème ou 5ème producteur mondial, avec une production importante de sables bitumineux (environ 5 Mb/j).
Chine : Important producteur (environ 4-5 Mb/j), bien que très dépendant des importations.
Norvège : Principal producteur d'Europe de l'Ouest environ 4,1 millions de b/j
Argentine, environ 1 million b/j
Colombie 800.000b/j
Royaume-Uni, 730.000 b/j

4.-En conclusion , les tensions énergétiques actuelles avec un baril pour le Brent dépassant le 29 avril 2026 111 dollars, et 99,99 dollars pour le Wit, un recul de la croissance de l' économie mondiale et le retour de l'inflation pour 2026, , s'expliquent essentiellement par deux facteurs
-premièrement, l'importance du Moyen-Orient qui concentre environ 3.5/40 % des réserves prouvées mondiales d'hydrocarbures. Pour le pétrole nous avons l'Arabie Saoudite environ 262,7 milliards de barils, soit un quart des réserves mondiales., Irak : ~112,5 milliards de barils., EAU : ~97,8 milliards de barils. Koweït : ~96,5 milliards de barils. Iran : ~93,1 milliards de barils. Nous avons 40% des réserves mondiales de gaz dont Iran : 32 100 milliards de m³ (fin 2020), le Qatar : 24 700 milliards de m³ , l'Arabie Saoudite 9800 milliards de mètres cubes gazeux, les Emiraties une moyenne de 7000 milliards de mètres cubes gazeux et l'Irak 3500 milliards de mètres cubes gazeux
Deuxièmement, les tensions sur le transport maritime épine dorsale de l'économie mondiale, acheminant plus de 80 % à 90 % des marchandises échangées dans le monde en volume et environ 55/60% en valeur ,d'une part les pressions sur le détroit de Bab el-Mandeb Mer rouge qui concentre 12 % du commerce mondial de marchandises, une voie de transit qui concentre 30% du trafic mondial de conteneurs et environ 8% de produits pétroliers d'autre part la fermeture du détroit d'Ormuz qui constitue une des principales voies de navigation connectant les pays pétroliers du Moyen Orient avec les marchés asiatiques, européen et nord-américain, tant par l'Iran que les USA qui a étendu le blocus aux exportations iraniennes qui ne dépendent pas du détroit d'Ormuz mais de l'île de Kharg (ou Khârg) située dans le nord du golfe Persique, qui est le principal terminal d'exportation de pétrole , traitant environ 90 à 95 % du brut du pays Ces raisons expliquant la flambe du prix du pétrole mais également du gaz naturel
En conclusion, la décision des Emiraties de se retirer de l'OPEP après le retrait de l'Indonésie, l'Angola ou le Gabon, le Qatar ayant quitté l'Organisation en janvier 2019, pourrait impacter la puissance de l'alliance à contrôler le marché. Et si l'Iran, autre poids lourd et d'autres pays se retiraient ? Et ce retrait annonce, après ce conflit, une recomposition régionale tant géostratégique qu' énergétique.

ademmebtoul@gmail.com



www.jeune-independant.net
Fondé le 28 mars 1990
QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Maison de la Presse
Tahar-Djaout
1, rue Bachir-Attar,
Place du 1er-Mai
16016 Alger

Tél. :
(020) 06.44.02
(070 25.19.19
Fax : (020) 06.38.26

Edité par la SARL Groupe Presse et Communication au capital de 9 764 000 DA
*****

Gérant
ALI MECHERI
Directeur de la publication
BOUDJEDRI TAHAR
(KAMEL MANSARI)
*****

IMPRESSION
SIMPRAL
******

PUBLICITÉ
Régie pub JI
Tél. : (021) 66.26.13
Fax : (021) 66.06.10
jeuneindependant@yahoo.fr
CONTACTEZ AUSSI
ANEP
« POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER A : L'Entreprise Nationale de communication, d'Edition et de Publicité » Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger.

Téléphone : (020) 05.20.91
(020) 05.10.42
Fax: (020) 05.11.48
(020) 05.13.45
(020) 05.13.77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz
******

BUREAUX RÉGIONAUX

- Annaba
  3, rue Ibn Khaldoun, Annaba
  Mob. :
  (0662) 18.41.81
  Fax :
  (038) 80.20.36
- Tizi Ouzou
  6, rue Capitaine Si Abdallah
  15 000
  Tizi Ouzou
  Tél. :
  (026) 22.95.62
  Fax : (026) 22.95.62
- Constantine
  Maison de la persse Ahmed Taâkoucht,
  Constantine
  Tél-Fax :
  (031) 66.32.64
- Bejaïa
  Bejaïa : Centre Commercial SABRACHOU, Quartier Sghir
  Bureau N°10
  N° Tél :
  034-12-66-21
  Email : ljibejaia@yahoo.fr
- TipasaB.P. 66-A
  42 000 Tipasa
  Tél. :
  (024) 43.60.26

© 1990-2026

Jeune-Indépendant. Tous droits réservés. Reproduction partielle ou totale, par quelque procédé que ce soit, interdite sans autorisation expresse de la Direction.
Les documents remis, envoyés ou électroniquement transmis au journal ne sont pas retournés et ne peuvent faire l'objet d'aucune réclamation, sauf accord écrit préalable.

En Antarctique, le signal d'une particule inconnue surgissant depuis la glace intrigue les chercheurs

À 40 kilomètres au-dessus de l'Antarctique, le détecteur ANITA a capté des signaux radio venus non pas de l'atmosphère, mais bien... des profondeurs de la glace. Un mystère qui intrigue les scientifiques et pourrait bien bousculer les lois connues de la physique.



Pour percer les secrets les mieux gardés de l'Univers, les scientifiques scrutent le ciel à la recherche de rayons cosmiques, ces particules invisibles venues du fin fond de l'espace. C'est l'ambition portée par l'expérience ANITA (Antarctic Impulsive Transient Antenna) : un détecteur volant à haute altitude au-dessus de l'Antarctique. Grâce à ce dispositif, les chercheurs auraient enregistré des impulsions radio surgissant du sol.

Cela suggère que ces particules ont traversé la Terre de part en part avant de remonter à la surface de l'Antarctique.

Selon les modèles actuels, même les neutrinos, qui n'interagissent que très peu avec la matière, ne devraient pas pouvoir traverser une telle épaisseur sans être absorbés. Cette anomalie laisse penser à l'existence de particules inconnues ou à des phénomènes physiques encore non compris.

La piste des neutrinos écartée

Comme l'explique Interesting Engineering, l'expérience ANITA utilise des antennes radio montées sur des ballons, volant à environ 40 kilomètres au-dessus de la surface antarctique. Au départ, les chercheurs s'attendaient à capter des neutrinos : les particules subatomiques les plus insaisissables de l'Univers.

Pour les scientifiques, les neutrinos sont considérés comme des messagers cosmiques. Ce sont des particules qui voyagent à travers l'univers et transportent des informations précieuses sur des phénomènes astrophysiques lointains, comme les explosions d'étoiles ou les sursauts gamma. En les détectant, les scientifiques peuvent mieux comprendre ces événements extrêmes.

Les neutrinos sont quasiment sans masse et sans charge, si bien qu'ils traversent tout. C'est pourquoi ils sont si difficiles à percevoir. Cependant, même les neutrinos ont une très faible probabilité de traverser la Terre d'un bout à l'autre sans être détectés. Or, le signal détecté par ANITA arrivait d'un angle très incliné, jusqu'à 30 degrés sous l'horizon. S'il s'agissait d'un neutrino, il aurait dû traverser des milliers de kilomètres de matière solide sans être absorbé ni dévié. Le signal radio capté par ANITA semblait donc émaner de particules d'une nature complètement différente.

Des signaux encore inexpliqués

Déroutés par cette découverte, les chercheurs ont comparé les données d'ANITA avec celles de deux autres grands détecteurs de neutrinos : le IceCube en Antarctique et l'Observatoire Pierre Auger en Argentine. Et les résultats se sont révélés sans appel : aucune expérience n'a enregistré de choses semblables. Malgré des simulations poussées pour éliminer le bruit de fond et les signatures connues, les signaux détectés par ANITA restent inexpliqués.

"Ce manque de données concordantes exclut les sources de particules connues les plus probables et suggère que quelque chose de nouveau pourrait être en jeu", souligne Stephanie Wissel, physicienne à Penn State.

Pour résoudre ce mystère, Stephanie Wissel et son équipe développent un détecteur plus sensible appelé PUEO, capable d'identifier l'origine de ces émissions. "Un phénomène de propagation radio près de la glace et de l'horizon, que je ne comprends pas encore, pourrait être en cause", ajoute-t-elle, espérant que les prochains vols apporteront enfin des réponses.

Des scientifiques localisent enfin la matière ordinaire cachée dans les entrailles de l'Univers

DES CHERCHEURS viennent de localiser la majeure partie de la matière ordinaire de l'univers, longtemps restée invisible. Dissimulée dans l'espace intergalactique, elle a été révélée grâce à l'analyse de mystérieux sursauts radio venus du fond du cosmos.

Tout ce qui nous entoure, ce que nous percevons comme de la matière, ne représente en réalité qu'une infime partie du cosmos. Cette matière dite "ordinaire" ou "baryonique", constitue 5 % de l'Univers. Ensuite, les scientifiques considèrent que 27 % du cosmos est constitué de matière noire, une forme invisible qui n'émet ni n'absorbe de lumière. Le reste serait composé à 68 % d'énergie noire, une force encore bien mystérieuse qui semble accélérer l'expansion de l'Univers.

Mais dans les 5 % de matière ordinaire, c'est-à-dire tout ce qui est composé d'atomes (étoiles, planètes et nous), il existe une partie "manquante", que les scientifiques ont toujours eu du mal à localiser. Une nouvelle étude, publiée dans la revue Nature Astronomy, aurait permis de localiser cette matière "manquante". Elle serait en réalité bien cachée dans les entrailles de l'Univers.

À la recherche de la matière ordinaire cachée

D'après les scientifiques, cette part de la matière ordinaire se trouverait sous forme de gaz chaud, très diffus, situé entre les galaxies, dans ce qu'on appelle le milieu intergalactique. Si cette matière est longtemps restée indétectable, c'est surtout pour des raisons techniques. Cela fait plusieurs décennies que les scientifiques savent qu'une grande partie de la matière ordinaire manque à l'appel. Ils ont alors tenté de la trouver à l'aide de techniques comme l'émission de rayons X ou en observant les rayonnements ultraviolets de quasars lointains. Mais aucune d'entre elles n'avait été fructueuse, tant cette matière se trouvait dans un état difficile à percevoir. Pour repérer où se cachait cette part cachée de la matière ordinaire, les astronomes du Center for Astrophysics | Harvard & Smithsonian, ont utilisé les sursauts radio rapides (FRB). Les FRB sont de brefs signaux intenses provenant de galaxies lointaines. Récemment, des scientifiques ont découvert qu'ils pouvaient servir à mesurer la matière baryonique de l'Univers.

Les chercheurs ont alors analysé 60 FRB dont les distances variaient entre 11,74 millions et 9,1 milliards d'années-lumière. En traversant l'Univers, les FRB sont ralentis lorsqu'ils passent à travers des nuages de gaz.

En mesurant ce ralentissement, les astronomes peuvent calculer la quantité de matière rencontrée sur le trajet et ainsi localiser où se trouve cette matière cachée entre les galaxies.

Notre monde : un grain de sable dans l'Univers

C'est ainsi qu'en retraçant le chemin des FRB, les chercheurs ont constaté que 76 % de la matière baryonique se trouve dans le milieu intergalactique, 15 % dans les halos galactiques et une petite fraction dans les étoiles ou dans le gaz froid des galaxies.

Cela signifie que ce qui nous entoure, ce que nous connaissons, ne représente que 9 % de l'ensemble de la matière ordinaire que l'Univers abrite.

Autrement dit, notre monde n'est rien à l'échelle de la matière.

Autre avancée majeure, cette découverte permet de comprendre de quoi est composé le milieu intergalactique. "Nous commençons à voir la structure et la composition de l'Univers sous un tout nouveau jour, grâce aux FRB. Ces éclairs brefs nous permettent de suivre la matière invisible qui remplit les vastes espaces entre les galaxies", affirme Vikram Ravi, co-auteur de l'étude.

Microsoft transforme Outlook avec un assistant IA capable de gérer e-mails et réunions

Microsoft franchit une nouvelle étape avec l'intégration d'un agent IA dans Outlook, L'outil promet de trier les e-mails, rédiger des relances, coordonner les réunions et gérer les calendriers de manière autonome.



Microsoft accélère sa stratégie autour de l'intelligence artificielle générative. Le géant américain avait annoncé en juillet dernier une importante mise à jour de Copilot pour Outlook. L'objectif était alors de transformer la messagerie en un espace de travail automatisé capable d'agir directement pour l'utilisateur.

Un assistant personnel intégré dans Outlook

Jusqu'ici centré sur l'aide à la rédaction ou à la synthèse d'e-mails, Copilot évolue désormais vers une logique « agentique ». Concrètement, l'assistant IA peut exécuter plusieurs actions de manière autonome après une simple requête de l'utilisateur, tout en affichant les différentes étapes du processus.

Parmi les nouveautés les plus marquantes figure l'automatisation de la boîte de réception. Copilot peut identifier les messages prioritaires, rédiger des relances automatiques lorsqu'un interlocuteur ne répond pas dans un délai donné, ou encore générer des synthèses liées à un projet précis à partir des derniers échanges.

L'outil est également capable de créer des règles intelligentes pour classer les e-mails selon différents critères, comme l'expéditeur ou le niveau d'importance. Microsoft met en avant les usages après un retour de congés : l'utilisateur peut résumer les e-mails essentiels, évaluer leur degré d'urgence et supprimer les messages jugés inutiles en une seule opération.

Des agendas automatisés

Microsoft ne limite pas cette automatisation à la messagerie. Les fonctions de calendrier d'Outlook gagnent elles aussi en autonomie grâce à Copilot.

L'assistant peut désormais répondre automatiquement aux invitations, résoudre des conflits d'agenda, déplacer des réunions ou reprogrammer des salles de conférence. Les utilisateurs peuvent également définir des préférences spécifiques afin d'automatiser certaines habitudes de travail, comme l'organisation régulière de réunions individuelles ou la gestion des rendez-vous en dehors des horaires habituels.

Copilot est aussi capable de préparer les réunions en générant des ordres du jour, en adaptant les plannings et en proposant des ajustements pour fluidifier les échanges. Microsoft affirme vouloir améliorer l'efficacité globale du travail collaboratif. L'IA peut ainsi suggérer de limiter certaines réunions jugées peu utiles ou recommander des alternatives en analysant les emplois du temps.

Microsoft intensifie la bataille de l'IA

Cette évolution est perçue comme une nouvelle étape dans la course à l'IA générative entre les grands acteurs technologiques. Le secteur ne se limite plus à la création automatique de contenus : les entreprises cherchent désormais à développer des agents capables d'exécuter de véritables tâches professionnelles à la place des utilisateurs.

En intégrant Copilot à Outlook et à l'écosystème Office, Microsoft renforce sa stratégie visant à imposer l'IA comme pilier central des outils de productivité. Une orientation qui devrait accentuer la concurrence avec les solutions collaboratives de Google Workspace.

L'entreprise reconnaît toutefois que cette première phase devra encore convaincre les entreprises sur plusieurs points sensibles, notamment la fiabilité des automatisations et le niveau de contrôle accordé à l'IA dans la gestion des tâches professionnelles.

« Outlook n'est plus simplement un endroit où les utilisateurs gèrent leur travail », explique Microsoft. « Il devient un espace dans lequel Copilot agit directement en leur nom. »

Batteries sodium-ion : CATL lance la production de masse, et la France a un atout que personne n'a en Europe



LE PLUS grand fabricant de batteries au monde vient de résoudre ses derniers problèmes de production. Les premières voitures électriques au sodium arrivent, et la France a un atout rare dans ce jeu.

En 2021, CATL présentait sa première cellule sodium-ion. La promesse ressemblait à tant d'autres dans l'univers des batteries : intéressante en labo, lointaine en usine. Cinq ans plus tard, le calendrier s'est brutalement accéléré. Le 22 avril, le scientifique en chef de CATL a confirmé la levée des quatre derniers verrous de fabrication. Les premières voitures particulières au sodium sortiront des chaînes avant la fin de l'année.

CATL passe à la production de masse, les premières voitures suivent

Les quatre obstacles levés par CATL relèvent tous de l'ingénierie industrielle. Contrôle extrême de l'humidité, dégazage du carbone dur, adhésion de la feuille d'aluminium, systèmes d'anode auto-formante. Pas de chimie fondamentale à revoir. La science était prête depuis des mois. C'est l'usine qui devait suivre.

Le premier résultat visible est déjà sur route. En février 2026, Changan Automobile et CATL ont dévoilé la Nevo A06. C'est le premier véhicule passager de série au monde à embarquer une batterie sodium-ion.

Les Xiaomi 17T pourraient arriver dans les prochaines semaines : les specs et les prix déjà en fuite

ALORS que la peinture des Xiaomi 17 et 17 Ultra est encore fraîche, il semblerait que le fabricant chinois se prépare, déjà, à lancer ses déclinaisons « T », habituellement présentée en septembre. Quelle mouche a piqué Xiaomi ? Un mois à peine après le lancement des modèles haut de gamme Xiaomi 17 et 17 Ultra, et seulement sept mois après notre test du Xiaomi 15T Pro, des fuites exhaustives nous alertent de la sortie prochaine d'une nouvelle paire de smartphones. Un changement de calendrier étonnant, pour le constructeur chinois, qui risque de brouiller les pistes dans un catalogue déjà très chargé.

Des specs dans la continuité

Sans grande surprise, les Xiaomi 17T et 17T Pro devraient s'imposer comme des alternatives un peu plus abordables et moins performantes que les Xiaomi 17 et 17 Ultra. Ces deux smartphones seraient respectivement équipés d'un écran AMOLED 120 Hz et 144 Hz de 6,59" et 6,83", et tourneront, comme souvent, sous pavillon MediaTek.

En l'occurrence, on parle d'un SoC Dimensity 8500-Ultra (4 nm) sur le premier, et d'un surpuissant Dimensity 9500 (3 nm) sur le second. 12 Go de RAM, et entre 256 et 512 Go de stockage complètent le volet performances de la configuration.

Plus grand, le Xiaomi 17T Pro fera de la place pour une batterie gargantuesque de 7 000 mAh — 500 mAh de plus que son petit frère. Seul le Pro acceptera la recharge sans fil. En filaire, on plafonne à 67W sur le Xiaomi 17T, et 100W pour le modèle Pro.



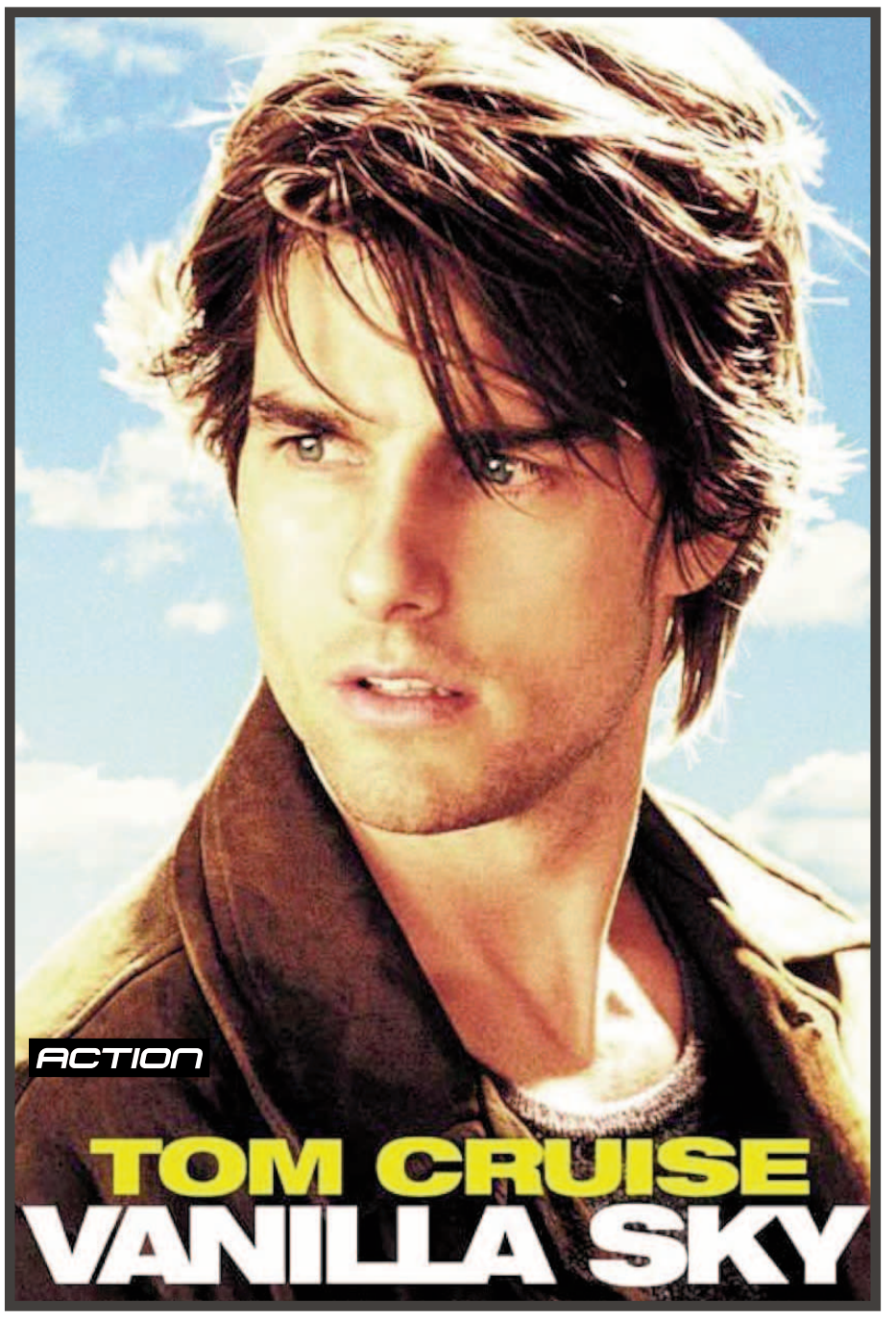
Pour la photo, à première vue, c'est du pareil au même : grand-angle 50 Mpx, téléobjectif 50 Mpx au zoom optique 5x, ultrawide de 12 Mpx et capteur avant de 32 mégapixels. En réalité, le module principal (grand-angle) du modèle Pro est plus moderne, et annoncé comme étant plus lumineux — sans plus de précisions pour le moment.











JEUNE INDEPENDANT









télévision

PROGRAMME DU JOUR

20h55 Divertissement - 2026 — TF1
The Voice, la plus belle voix

21h00 Jeu — France 2
100 % logique : la réponse est sous vos yeux

21h00 Jeu - France 2026 — M6
Les traîtres Saison 6

21h00 Grand Prix de Miami — CANAL+
Formule 1 :

21h25 Série humoristique — W9
France
La petite histoire de France

20h55 Western — CINE + FRISSON
Etats-Unis - 2015
Les huit salopards

21h05 Série d'action — 6ter
Etats-Unis - 2020
MacGyver

21h00 Comédie France - 2011 — CINE + PREMIER
Les Tuche

21h00 Miami Championship. 3e tour. — CANAL+ SPORT
Golf : Miami Championship

21h00 Cinéma - Royaume-Uni 2025 — CINE CINEMA
Downton Abbey III : Le grand final

20h50 Cinéma — CANAL+ family
Etats-Unis - Japon 2024
Sonic 3, le film

21h15 Série policière — TMC
Etats-Unis - 2001
New York Unité Spéciale

21h00 la chaine ACTION



Téléfilm d'action (Canada - Etats-Unis 2019)

Daughter of the Wolf

Clair Hamilton (Gina Carano), une consultante militaire aguerrie, est confrontée à une tragédie personnelle lorsque la mort de son père l'oblige à quitter son poste en zone de conflit au Moyen-Orient. À son retour, elle se prépare à hériter d'une fortune considérable, mais son monde bascule lorsqu'elle reçoit la terrible nouvelle de l'enlèvement de son fils de 13 ans, Charlie (Joshua Murdoch). Les ravisseurs, des criminels impitoyables, exigent une rançon astronomique et Clair, déterminée à sauver son enfant, suit leurs instructions à la lettre.

22h17

Cinéma (Etats-Unis - Espagne 2001)

Vanilla Sky

Héritier d'une grande maison d'édition new-yorkaise, David Aames mène une vie de rêve, composée de fêtes somptueuses et de femmes charmées, comme Julie, qui ne veut pas se résumer à une conquête passagère. Lors de sa soirée d'anniversaire, son meilleur ami, Brian, lui présente Sofia, une jeune danseuse d'origine espagnole. David tombe aussitôt sous son charme et passe le reste de la nuit à ses côtés.
Le lendemain, Julie le persuade de monter en voiture avec elle. Folle de jalousie, elle provoque un accident qui la tue sur le coup et laisse David défiguré.

HORAIRES DES PRIÈRES	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
ANNABA	03:47	12:26	16:13	19:19	20:53
CONSTANTINE	03:54	12:31	16:17	19:22	20:56
ALGER	04:09	12:45	16:30	19:36	21:09
OUARGLA	04:14	12:36	16:15	20:47	
CHLEF	04:16	12:52	16:37	19:43	21:16
MOSTAGANEM	04:21	12:56	16:42	19:47	21:20
ORAN	04:25	13:00	16:45	19:50	21:22

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 8481 – SAMEDI 2 MAI 2026
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Meteo

	Maximales	Minimales
Alger	21°	15°
Oran	22°	15°
Constantine	22°	12°
Ouargla	27°	16°

L'ALGÉRIE VICE-PRÉSIDENTE DE LA 11e CONFÉRENCE DU TNP

Plaidoyer pour plus de transparence sur le nucléaire

Élue vice-présidente de la 11e Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération (TNP) qui se poursuivra jusqu'au 22 mai prochain au siège de l'ONU, à New York, l'Algérie a saisi la tribune onusienne pour réaffirmer ses engagements en faveur du désarmement, tout en appelant à davantage de transparence sur les séquelles des essais nucléaires français sur son territoire.


Amar Bendjama.

Amar Bendjama, représentant permanent de l'Algérie auprès des Nations unies, a marqué le débat général de la 11e Conférence d'examen du TNP en posant trois questions essentielles : «Pourquoi la France n'a-t-elle toujours pas fourni à l'Algérie les cartes indiquant l'emplacement exact des sites d'essais nucléaires et permettant de localiser les déchets enfouis ? Quels obstacles empêchent la divulgation des archives historiques, des données radiologiques et des dossiers médicaux indispensables à la dépollution environnementale et à la protection de la santé publique ?», évoquant ainsi une «page douloureuse» de l'histoire nucléaire mondiale.

Une intervention qui intervient dans le contexte de l'élection de l'Algérie à la vice-présidence de cette conférence quinquennale, consacrant la place d'Alger parmi les acteurs engagés du multilatéralisme et du régime de non-prolifération, dans la continuité d'un parcours diplomatique marqué par une implication constante dans ce dossier.

Dans son allocution, le diplomate a tenu à replacer la question des essais nucléaires au cœur des préoccupations contemporaines liées au désarmement. Il a rappelé que le territoire algérien a été le théâtre de dix-sept essais nucléaires menés par la France dans les années 1960, à une période charnière de l'histoire nationale, indiquant que les retombées du premier essai ont affecté une zone dépassant les 3 000 kilomètres, avec des conséquences durables sur les populations et les écosystèmes.

«Les conséquences demeurent une plaie ouverte», a-t-il souligné, évoquant notamment des maladies, des malformations congénitales et la dégradation de certaines terres. Il a également fait référence à des données faisant état de niveaux de radioactivité persistants dans certaines zones concernées, et ce plusieurs décennies après les essais.

Dans ce cadre, l'Algérie continue de plaider pour un accès complet aux informations nécessaires à la gestion de ce douloureux héritage. M. Bendjama a tenu à souligner l'importance cruciale de disposer des cartes précises des sites d'essais, des données radiologiques détaillées ainsi que des archives médicales, considérées comme des éléments essentiels pour mener des opérations de dépollution efficaces et assurer un suivi sanitaire adapté des populations affectées.

Cette demande s'inscrit dans une approche axée sur la transparence et la coopération internationale. Le représentant de l'Algérie a ainsi appelé à lever les obstacles qui entravent encore l'accès à ces informations, estimant que leur partage constitue une condition indispensable à toute démarche de réhabilitation environnementale crédible. En outre, il a évoqué la question des approches différenciées dans le traitement des conséquences des essais nucléaires, appelant à une prise en charge cohérente et équitable. Le représentant permanent de l'Algérie auprès des Nations unies s'est interrogé, à ce titre, sur la politique à géométrie variable de la France qui «continue d'ignorer les propositions concrètes et constructives de l'Algérie pour la réhabilitation des sites contaminés et dénie toute responsabilité, alors qu'elle a procédé au démantèlement de ses installations techniques et conduit des efforts de décontamination dans la Polynésie française». Il a poursuivi en posant la question «Comment justifier ce double standard ?».

Par ailleurs, l'intervention de l'Algérie a également porté sur les fondements du Traité sur la non-prolifération en question. M. Bendjama a souligné que le TNP repose sur un équilibre entre les obligations des Etats non dotés d'armes nucléaires, qui renoncent à leur acquisition, et celles des Etats dotés, qui s'engagent à poursuivre de bonne foi des négociations en vue de l'élimination de leurs arsenaux. Il a relevé qu'»une des parties a rempli ses engagements. L'autre, en ce qui concerne l'élimination de ces armes, ne l'a pas encore fait». Aussi, il a appelé à une mise en œuvre plus effective de cet engagement fondamental du traité.

Dans ce contexte, l'ambassadeur a également évoqué les difficultés rencontrées par le processus d'examen du TNP, rappelant que les deux précédentes conférences se sont conclues sans consensus. Une situation qui, selon lui, soulève des interrogations quant à la capacité du régime de non-prolifération à répondre aux défis actuels.

Face à ces blocages, l'Algérie a appelé à «un renforcement des efforts collectifs afin de préserver les acquis du traité et de restaurer la confiance entre les Etats parties», réaffirmant le caractère indivisible des engagements pris dans le cadre du TNP, condition essentielle à sa crédibilité.

Sihem Bounabi

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

Plusieurs dossiers examinés

LE PREMIER ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé, jeudi, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen du projet de décret exécutif fixant les modalités d'application des règles générales relatives aux marchés publics, du projet de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre le cancer et entendu une communication sur la prise en charge du transfert des malades à l'étranger pour soins, a indiqué un communiqué des services du Premier ministre. Le Gouvernement a finalisé l'examen du projet de décret exécutif fixant les modalités d'application des règles générales relatives aux marchés publics. Cet instrument juridique constitue un levier essentiel contribuant à la conduite des actions de développement économique et social du pays.

Dans cette optique, ce texte vise à clarifier les modalités opérationnelles liées à la maitrise et à la bonne gestion des deniers publics dans le cadre de la consécration des principes de la liberté d'accès à la commande publique, de l'égalité de traitement des candidats et de la transparence des procédures. Par ailleurs, le Gouvernement a examiné le projet de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre le cancer, à l'horizon 2035, avant de la soumettre à l'approbation du Conseil des ministres. Cette stratégie identifie les outils opérationnels et les mesures nécessaires pour renforcer la prévention et la prise en charge du cancer et s'appuie, dans sa mise en œuvre et son évaluation, sur un tableau de bord, constitué d'un ensemble d'indicateurs pertinents permettant d'évaluer les progrès réalisés et d'identifier les insuffisances du système de santé en matière de prise en charge du cancer. Enfin, le Gouvernement a entendu une communication sur la prise en charge du transfert des malades à l'étranger pour soins.

S. N.

CONSEIL NATIONAL DES DROITS DE L'HOMME

La feuille de route 2026 dévoilée

LA PRÉSIDENTE du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), Maya Fadel Sahli, a présidé, jeudi, le lancement des travaux de la première session ordinaire de l'Assemblée générale du Conseil au titre de l'année 2026, affirmant que l'institution ambitionne de consolider son rôle d'instance constitutionnelle, garante des droits du citoyen, de la dignité humaine et de l'État de droit. C'est ce qu'a indiqué le Conseil dans un communiqué.

Dans son allocution d'ouverture, la présidente du CNDH a fait savoir que cette session constitue une étape institutionnelle majeure, marquant «le début d'un nouveau mandat». La responsable a précisé que cette échéance tend à poser les bases d'une vision de travail claire, axée sur l'optimisation de l'efficacité du Conseil, à savoir l'amélioration de sa performance interne et le perfectionnement de ses mécanismes de suivi et de protection.

Dans le même registre, Maya Fadel Sahli a également insisté sur le fait d'activer encore plus le rôle consultatif de l'instance et d'élargir ses partenariats, tant au niveau national qu'international, en vue de consolider son action.

Selon le communiqué, cette session sera, effectivement, consacrée à l'examen de plusieurs questions organisationnelles et institutionnelles liées à l'entame du nouveau mandat. Parmi les principaux points inscrits à l'ordre du jour, figurent l'étude du cadre juridique et réglementaire régissant le fonctionnement du Conseil, notamment la loi n°16-13, en sus de son règlement intérieur. Les participants se pencheront d'ailleurs sur les références internationales encadrant le travail des institutions nationales des droits de l'Homme.

Les travaux prévoient, en outre, une présentation de la situation administrative et financière du Conseil, de même qu'un bilan détaillé de ses activités en matière de promotion et de protection des droits de l'Homme durant le précédent mandat.

Selon la même source, il sera aussi question de l'élaboration et de la publication des rapports annuels sur la situation des droits de l'Homme en Algérie, ainsi que de rapports thématiques.

Par ailleurs, cette session sera marquée par l'élection des présidents des commissions permanentes et de leurs rapporteurs, de même que par la désignation de leurs membres. Des présentations et des formations interactives seront organisées au bénéfice des membres du Conseil, portant particulièrement sur la Constitution algérienne, les droits de l'Homme et les mécanismes de protection et de surveillance aux niveaux onusien et régional, a-t-on encore indiqué.

Khalil Aouir